

Le Sri Lanka : des déplacements forcés à la constitution d'une diaspora

Anthony GOREAU-PONCEAUD
Maître de conférences
Université de Bordeaux

Introduction

Le Sri Lanka est une petite île située au sud-est du sous-continent indien. Dans la société sri lankaise se juxtaposent des communautés qui diffèrent par la langue, la religion et les structures sociales. D'origine indo-aryenne (du nord de l'Inde) et à grande majorité bouddhiste, la communauté cinghalaise est la population majoritaire dans le pays (74%). La population tamoule, d'origine dravidienne (sud de l'Inde) est scindée en deux ensembles : les Tamouls "autochtones" (12,6%) et les Tamouls des plantations (5%), qui ont un statut et des intérêts très différents. Les Tamouls « autochtones », présents bien avant la colonisation aux côtés des Cinghalais, ont le sentiment d'être, tout comme ces derniers, des « *enfants du sol* » et non des immigrés. Les Tamouls des plantations, arrivés au XIX^e siècle, ont été utilisés, sous la domination britannique, comme main d'œuvre dans les plantations du centre du pays, enclavées dans des régions à forte majorité cinghalaise. Les chiffres utilisés sont ceux du recensement de 1981.

L'île a été en proie à un conflit sanglant pendant trois décennies, entre la minorité tamoule et les Cinghalais. Un des protagonistes de ce conflit est un mouvement terroriste armé tamoul, *Les Tigres de la Libération de l'Eelam tamoul*, ou LTTE. Fondé en 1976 par Velupillai Prabhakaran, ce mouvement a pour but la défense des Tamouls de Sri Lanka. Pour cela, l'organisation demande le droit à l'autodétermination et la création d'un Etat, le *Tamil Eelam*.

Ce conflit a des répercussions sur les migrations de l'île. Anciennement, le pays est une terre d'immigration. L'année 1948 marque un tournant, puisqu'à cette date la situation s'inverse, le Sri Lanka devenant une terre d'émigration, sporadique dans un premier temps puis massive à partir du début de la guerre civile en 1983. On note l'apparition d'exils forcés et de la mise en place de lois discriminantes. Cette immigration contrainte peut être perçue comme une conséquence de la décolonisation britannique.

Ces flux sortants de migrants constituent une diaspora à travers le monde, qui se révèle politiquement active. On parle de transnationalisme ou de la mise en place de « nationalisme à longue distance », pour souligner l'attachement et l'implication de cette diaspora à son pays d'origine.

La guerre civile s'est achevée officiellement en 2009, dans un épilogue meurtrier, provoquant davantage de migrations, de deux types. D'une part, des migrations de déplacés à l'intérieur de leurs propres frontières, ou IDPs (*Internally Displaced Persons*) en anglais, liés à la guerre, aux persécutions religieuses et ethniques. Et d'autre part, des migrations de réfugiés, à l'étranger.

Cependant, en dépit de la résolution du conflit armé il y a 5 ans, la situation au Sri Lanka reste préoccupante et provoque des tensions, notamment dans la péninsule de Jaffna, située au nord du pays, où vit une majorité de Sri Lankais tamouls, alors qu'ils représentent 25 % à l'échelle étatique.

1. Conditions et origines du conflit

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

Ce conflit est décrit comme étant un antagonisme de longue date par la presse sri lankaise et certains universitaires de la diaspora, mais du XV^e jusqu'au XX^e siècle, il n'y a aucune tension ni clivage importants. Cependant, depuis les années 1950, on note la présence de rivalités d'intérêts, à l'origine de 3 heurts :

- dans les zones centre-nord et dans les zones sèches où il y a eu une colonisation agricole ;
- à Colombo du fait de la lutte pour les emplois (lecture ethniciste et communautaire ;
- dans le haut-plateau de Kandy, entre ceux qui travaillent dans les plantations et les autres travailleurs.

L'affirmation des identités communautaires à Sri Lanka reprend le fonctionnement des nationalismes européens, se légitimant par leur passé historique. Au delà de l'explication de ce conflit par la pression foncière, d'autres arguments doivent être pris en compte.

1.1. Questionner l'insularité

L'insularité est paradoxale, elle est à la fois synonyme d'isolement et d'ouverture sur le monde, et ce à de multiples échelles. Il est intéressant de noter la mise en place d'une rhétorique, « *les fils du sol* » de la part des 2 communautés ethniques, qui sont à la recherche de l'indigénisme et de l'autochtonie dans une logique de fabrication de preuves.

Le Sri Lanka a toutes les composantes géographiques du continent indien avec des zones sèches, humides et des zones de montagne sur le plateau central, alors même que ce géant voisin est ignoré par l'île.

La colonisation engendre un partage de l'espace. Les zones de montagnes deviennent le siège des colonies de plantation durant la colonisation. Les Tamouls s'installent dans les zones sèches, tandis que les Cinghalais s'installent plutôt dans les zones humides. Les colonisations portugaises dès le XVI^e siècle, puis hollandaises, et enfin britanniques, modifient grandement la composition ethnique. Il existe une bipolarité « naturelle » entre les 2 communautés ethniques : parmi la population, 74 % de Cinghalais coexistent avec 18 % de Tamouls. Ces derniers sont divisés en deux catégories : les Tamouls autochtones (12,6 %) et les Tamouls non-autochtones (5,5 %), originaires de l'Inde voisine, travailleurs engagés par la puissance coloniale britannique. Les Cinghalais sont tous bouddhistes, tandis qu'il y a une minorité chrétienne chez les Tamouls. La population sri lankaise est également composée de Maures (musulmans) à hauteur de 0,8 % et de divers autres groupes de populations, les Malais, les *Burghers* (descendants d'Européens, notamment des colons hollandais, ayant une position intermédiaire, avec un pouvoir économique), et les *Veddas*, représentant seulement 0,2 % de la population totale. Généralement, les musulmans se rangent du côté de la majorité cinghalaise.

En 1800, on comptait ainsi 1,840 million de Cinghalais, 689 000 Tamouls hindous, 195 000 Maures et 15 000 Eurasiens.

En 1901, les Cinghalais de Kandy et ceux de la côte ont été rassemblés sous le terme générique de Cinghalais, alors que les Tamouls restaient séparés en deux catégories pour les recensements.

L'île est connue et mentionnée dans les sources depuis l'Antiquité grecque, elle est nommée Taprobane sur la carte de Ptolémée. Elle a un rôle majeur dans les échanges commerciaux maritimes dès l'Antiquité. Ainsi, de multiples circulations précoloniales connectent l'Inde et le Sri Lanka. A partir de la diffusion du bouddhisme, se constitue un royaume dans le centre de l'île, le *Radjarata* (ou *Rajarata*) [*Raja* = roi ; *rata* = pays].

1.2. Questionner l'ethnicité

Le conflit s'enracine dans une géographie des communautés, sans lien avec le milieu naturel. Il est pertinent de souligner la question du partage des terres, d'accès à la ressource que constitue la mousson, et le marché du travail dans ce clivage. Il faut interroger les relations entre majorité et minorité, car il existe une cristallisation ethnique des différentes tensions. Cela pousse à la création de nationalismes. Tous ces éléments amènent à l'existence d'un quasi-Etat, concurrençant l'Etat sri

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

lankais. On a des musulmans Tamouls, la religion et la langue peuvent créer des groupes. Les musulmans sont souvent marginalisés au cœur de l'île.

1.3. Le résultat des politiques coloniales

L'île passe sous le contrôle britannique à partir de 1802 et la minorité tamoule devient choyée par le colonisateur, qui veut s'appuyer sur elle pour dominer le pays et renverser l'ordre de la société. Cela provoque une crispation chez les Cinghalais, majoritaires. En 1815, l'île passe sous le *British Raj*. Du fait de la colonisation hollandaise puis britannique, l'Eglise anglicane concurrence l'éducation des bouddhistes. Cela contribue à cristalliser les mécontentements des Cinghalais.

1.4. Les effets des politiques post-coloniales

Des difficultés existent pour développer l'agriculture dans les terres du nord, qui sont sèches. Suite à la partition des Indes britanniques, Ceylan gagne son indépendance le 4 février 1948 ; la Constitution sri lankaise place les Tamouls sous la loi de la majorité, ce qui explique la montée en puissance du séparatisme tamoul.

L'étude des clivages sociétaux à partir de l'entrée par l'ethnicité ne peut suffire, car l'aspect foncier est fondamental, avec la mise en place d'aménagements hydrauliques dans les années 1950.. La situation de surpeuplement des Cinghalais dans les terres les plus fertiles a poussé la colonisation agricole dans les zones sèches ; les populations cinghalaises s'immiscent dans les terres tamoules et cela s'accompagne de l'installation de familles prenant place dans le plateau de Kandy (centre de l'île). En 1949 est mis en place un *Citizenship Act*, par lequel les Tamouls indiens (alors qu'ils sont nés à Sri Lanka depuis 4 générations) deviennent apatrides ; ils perdent leur nationalité sri lankaise, mais dans le même temps l'Inde de Nehru ne veut pas les rapatrier. Il faut attendre la mort du dirigeant en 1964 pour pouvoir procéder au rapatriement des deux tiers des Tamouls indiens, qui ne sont en rien attachés à l'Inde, car il ne s'agit pas de leur pays.

Le *Sri Lanka act* de 1956, mis en place par le *Sri Lanka Freedom Party* (SLFP), instaure le bouddhisme en tant que religion d'Etat et le cinghalais devient la langue officielle (administration, école...). Cela pose problème dans la partie nord de l'île où vivent majoritairement les Tamouls, qui se sentent marginalisés et non pris en compte. Dès lors, les écoles reposent sur des logiques ethniques.

L'opposition tamoule s'organise durant ce temps, ainsi le mouvement TNT (*Tamil New Tigers*) se transforme en LTTE (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*). Ce mouvement nationaliste terroriste et militaire tamoul n'est pas le seul, et il s'oppose vivement au PLOTE (*People's Liberation Organisation of Tamil Eelam*), au TELO (*Tamil Eelam Liberation Organisation*), et à l'EPRLF (*Eelam People's Revolutionary Liberation Front*). A côté de ces différents mouvements, il existe un vrai parti politique : le *Tamil United Liberation Front* (TULF), acteur de la résolution de Vaddukoddai. Ce parti souhaite un Etat tamoul et un Etat cinghalais. Mais la société tamoule est une société de castes, et si l'élite se retrouve dans ce parti, les basses castes se retrouvent plutôt dans le LTTE. La plupart des chercheurs ont présenté les Tigres comme ayant formé un quasi-Etat, c'est le cas car ils ont réussi à avoir une marine et une aviation de guerre au sein même du Sri Lanka.

Le pays a changé de nom dans la seconde moitié du XX^e siècle ; ainsi en 1972, il cesse d'être Ceylan pour devenir la République démocratique socialiste du Sri Lanka.

L'année 1983 marque l'acte fondateur de la guerre civile. Mais dès 1981, la destruction de la bibliothèque de Jaffna (peuplée majoritairement de Tamouls) par les Cinghalais, initie cette guerre. En juillet 1983, des pogroms anti-tamouls se déroulent, causant plus de 4000 morts. Les autorités ferment les yeux sur ces pogroms. A ce moment là, l'exil devient forcé et massif. L'année 1991 est marquée par l'assassinat du premier ministre indien Rajiv Gandhi par les LTTE. Cet assassinat aura pour effet immédiat le développement de nouvelles routes migratoires, vers l'Europe occidentale, le Canada et l'Australie principalement. En février 2002, un cessez-le-feu sous l'égide de la Norvège est instauré. L'année 2009 marque la fin officielle du conflit, quand Kilinochchi, la capitale des

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

LTTE, passe sous le contrôle de l'armée. Le bilan est de 40 000 morts et de plus de 300 000 civils tamouls internés dans des camps contrôlés par l'armée. L'ONU veut enquêter sur le terrain, mais on lui refuse l'accès. En 2010, Rajapaske est réélu.

2. Une logique de déplacements forcés

2.1. Le flot des réfugiés

Le conflit a provoqué des déplacements de population, donc à l'intérieur du pays. C'est notamment le cas de Sampur (sur la côte nord-est), où plus de 8000 personnes ont été déplacées par l'armée cinghalaise le 26 avril 2006, avec l'obligation de tout abandonner derrière elles. Une HSZ (*High Security Zone*) a été constituée à cet endroit, sur 1000 hectares. La population déplacée a dû s'installer dans des zones sèches, dans la jungle, où l'agriculture est difficilement praticable. Les militaires qui ont mis en place ces HSZ s'en sont servis de bases militaires ; aujourd'hui, certaines HSZ deviennent des EPZ (*Export Processing Zone*).

Autre cas intéressant, celui de Puttalam (sur la côte ouest). En octobre 1990, la plupart des musulmans de Jaffna doivent partir en une nuit. Ainsi, 75 000 musulmans arrivent à Puttalam, car des musulmans s'y trouvaient déjà. Cela soulève la question des relations entre les déplacés et la population d'accueil, car celles-ci fabriquent de l'altérité.

La partie nord du Sri Lanka subit une « *cinghalisation* », les temples bouddhistes deviennent de plus en plus visibles. La communauté musulmane est également visée, car des violences à son encontre ont été commises en 2009. Cela est à mettre en relation avec la montée en puissance de l'extrémisme bouddhiste (BBS ou *Bodu Bala Sena, Brigade bouddhiste*)).

2.2. La diaspora tamoule dans le monde

Le conflit a également poussé les populations à se réfugier à l'étranger. Il n'existe pas de statistiques permettant d'avoir une idée précise de la diaspora tamoule dans le monde, mais cette diaspora s'est majoritairement dirigée vers l'Europe occidentale et le Canada, en particulier la ville de Toronto. La diaspora est forte 1 million de Tamouls, vivant à l'étranger, chiffre très important compte tenu des 2,5 millions de résidents au Sri Lanka.

A partir de 1983, la solution pour de nombreux Tamouls a été de se diriger vers l'Inde, en raison de la proximité géographique. 71 000 réfugiés en Inde habitent dans des camps, ils sont répartis en différentes catégories : ceux vivant en camps, ceux vivant hors camps (sans assistance publique) et ceux vivant en camps spéciaux pour les membres supposés des LTTE. Ces camps spéciaux constituent de véritables prisons. Cependant, la plupart de ces camps ne sont pas des espaces clos. Les camps sont ouverts, mais on sait qu'il s'agit d'un camp de réfugiés Sri Lankais. Le camp de Keezhpathupattu, situé à quelques kilomètres au Nord de Pondichéry est délimité par des hôtels luxueux. Il n'y a pas de barrières, de murs, de frontières visibles permettant de faire la distinction entre un dehors et un dedans. Les habitants du camp reçoivent des aides gouvernementales (l'eau et l'électricité sont gratuites, ils reçoivent également de l'argent de la part du gouvernement), mais ils ne sont pas libres de leurs mouvements ; ils disposent d'une carte d'identité spéciale, où est écrit « Réfugié *Sri Lankais* ». Jusqu'en 1981, ils ne pouvaient pas sortir du camp. A partir du changement politique, ils ont eu le droit d'aller travailler en dehors du camp. L'officier du gouvernement ne vient qu'une fois par mois dans le camp vérifier qui est là ou pas. La police interdit d'entrer dans le camp et vise à contrôler le mouvement terroriste (vérifiant aussi que personne ne rentre dans le camp). A. Goreau-Ponceaud a mis 3 ans pour y entrer. Avec les diasporas, la transnationalité est très importante. Les réfugiés sont connectés avec le reste de la diaspora. Ils ont de la famille en Australie, en France, en Arabie Saoudite, ce qui leur permet de passer illégalement dans ces pays.

Les rapatriés constituent un cas particulier. Ils sont citoyens indiens et à ce titre n'ont droit à aucune aide. Pourtant leur situation est pathétique. Ils vivent dans ce qui pourrait s'apparenter à un camp. Ils sont condamnés à l'immobilité spatiale et sociale du fait notamment de leur situation de

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

rapatrié et de leur situation de double absence (ni Indiens, ni Sri-Lankais). Ils sont également condamnés à avoir pour métier des emplois dégradants (vidange des fosses septiques). Ils préféreraient ne pas avoir la citoyenneté indienne, ils voudraient être reconnus Sri Lankais avec le statut de réfugiés. Ils se considèrent comme des « *native refugees* ».

2.3. La diaspora tamoule en Europe

Une forte diaspora est présente en Europe et notamment en France, les individus sont majoritairement concentrés en Île-de-France (La Courneuve, Bobigny...). Cette diaspora tamoule a permis de mettre en place un nationalisme à longue distance contrôlé par le LTTE. Dans chaque pays de la diaspora, il existe un comité de coordination, comme le CCTF (Comité de Coordination Tamoul France), qui va par exemple récolter de l'argent. Les réfugiés sont traversés par le nationalisme tamoul, la perte du territoire d'origine les marque. Ils rejouent des scènes de guerre pour entretenir la culture de guerre. Il est intéressant à noter l'organisation en Île-de-France chaque 27 novembre d'une journée de commémoration en l'honneur des héros tombés pour la cause avec de fausses tombes et des photos.

La diaspora tamoule a créé des quartiers ethniques, comme à Paris dans le 18^e arrondissement à la Chapelle : *Little Jaffna*. 16 temples hindous sont présents en Île-de-France aujourd'hui (seulement 2 avant 1996). Ces temples servent de centres communautaires, permettant d'entretenir la mémoire de l'origine et de la guerre. Un autre élément identitaire est visible, il s'agit du festival de Ganesh, qui participe de la visibilité de la diaspora démontrant une demande de reconnaissance.

Conclusion

Cette diaspora conduit une politique active, entretient ces Tamouls dans le mythe du territoire des origines, avec des écoles tamoules (une culture mythifiée contre le Cinghalais), crée un gouvernement transnational tamoul en exil. La pacification à Sri Lanka sera difficile. Même depuis 2009, on note des problèmes d'approvisionnement en eau, en électricité. On ne voit pas la différence entre l'avant et l'après conflit. Le budget de l'armée, alors même que le conflit est terminé, ne cesse d'augmenter, représentant 20 % du PIB du pays. Les crispations identitaires ne se sont pas terminées avec le conflit. Du côté des bouddhistes, le BBS (*Bodu Bala Sena* ou *Brigade bouddhiste*) lutte contre l'occidentalisation et les autres minorités.

Questions

1. Que devient la diaspora orpheline du LTTE ? Au sujet de l'instrumentalisation de l'histoire, comment faire la part de la réalité et du mythe ?

Au niveau de la diaspora, il existe deux grandes phases : la première dans les années 1980-1990 est plutôt modérée, liée plutôt au parti politique du TULF. La deuxième se caractérise par la migration massive des Karayar dans les années 1990. Un conflit du leadership s'établit entre les diasporas. Les LTTE sont toujours actifs dans la diaspora.

2. Où est le siège du gouvernement en exil ?

Le siège est basé à Toronto, car on trouve dans cette métropole canadienne 450 000 membres de la diaspora. De plus, le Canada soutient la cause tamoule. En France, des partis politiques sont favorables à la cause tamoule, comme Europe Ecologie les Verts.

3. La République populaire de Chine soutient le gouvernement cinghalais, mais quel est son rôle dans la fin du conflit ? Quel est celui des Etats-Unis dans le cadre de la lutte anti-terroriste ?

Il n'y a pas de rôle déterminant des Chinois dans la fin du conflit, mais en revanche un rôle dans la reconstruction, avec l'octroi d'une concession dans un port. Cela pose problème pour le commerce extérieur de l'Inde, qui craint que l'île ne devienne une terre chinoise. La France a mis

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

longtemps à déclarer les LTTE comme étant terroristes. Les Etats-Unis ont aidé à l'élimination des LTTE (considérés comme des terroristes) et ont apporté notamment des aides logistiques et techniques. Mais la Chine demeure le plus gros investisseur.

4. Les effets du tsunami ont-ils été un tournant en favorisant un afflux d'aides ?

L'aide apportée suite au tsunami qui a frappé le pays a été en partie détournée par le gouvernement cinghalais. Une partie de cette aide a permis la création de HSZ et de bases militaires

*Compte-rendu par Aurélien LEBEAU et Pauline RICHARD,
Master 2 MEEF 2nd degré parcours Histoire-Géographie*

Au-delà de l'Inde qui brille des technoburbs et des informaticiens

Aurélié VARREL
Chargée de recherche au CNRS
Centre d'Etudes Inde Asie du Sud
EHESS/Institut Français de Pondichéry

Introduction

L'Inde est devenu un nouveau géant, face à la Chine, avec un grand symbole : l'Inde informatique. C'est l'Inde qui brille, « *Shinning India* », devenu le slogan du BJP (*Bharatiya Janata Party, Parti du Peuple Indien*) au pouvoir de 1998 à 2004 avant de perdre les élections. C'est le parti de la croissance économique, du décollage économique ; « *nous allons faire de l'Inde un pays qui brille et rayonne sur le monde* ». Ce slogan a été détourné dans les médias, il y avait un grand quotidien qui titrait chaque jour une photo de la vie quotidienne, comme une route défoncée ou une vache qui mange dans un tas d'ordure, avec comme sous-titre « *Shinning India ?* ».

Le BJP a alors diffusé d'autres slogans, mais cette idée est restée, parce que finalement elle résume assez bien les paradoxes d'une économie émergente. Il y a définitivement une partie de l'économie, une partie de la société pour qui les choses brillent, pour qui elles ont considérablement changées, une partie insérée dans le monde libéral, mais ce n'est pas le cas de l'ensemble du pays. Ainsi cette conférence éclaire la partie haute de cet écart qui caractérise le monde indien, avec une vision critique sur l'émergence, mais à quel prix ?

Le miracle ou le boom de l'informatique a été abondamment étudié. En France en 2002, Bangalore, 5^e ville indienne, était méconnue ; cela change, en 2004 en l'espace de deux ans, grâce à des reportages sur ce fameux domaine informatique. Les informaticiens, les ingénieurs étaient alors visibles. On est passé d'un paradigme de la misère à l'Inde, nouveau pays émergent, qui laisse l'Europe de côté de fait. Il y a *de facto* un secteur dit de l'informatique, « *Technologies de l'Information* » qui représente 8 % du PIB. (Moins de 1,5 % il y a 15 ans). Cela génère principalement des exportations (90 % des revenus du secteur) qui sont massives, 8 à 10 % de croissance, 3 millions d'emplois. Parmi les pays clients les deux tiers des revenus proviennent des USA. Ce secteur économique lié à la révolution des technologies a pris une place importante dans l'économie indienne.

Le terme de *technoburbs*, un anglicisme pour *technological suburbs*, renvoie à des pôles d'activités liés aux *information technologies*, situés en périphérie. Des quartiers de ce type se sont développés en périphérie de Bangalore et Chennai en Inde du Sud : ce sont des territoires emblématiques de ce boom de l'informatique. L'apparition de ces paysages particuliers des "technoburbs" est intéressante pour le géographe.

Que cache le fameux miracle informatique indien ? La conférence étudiera dans un premier temps un historique de cette évolution. Ce miracle réside d'abord sur la question de la main d'œuvre, mais est-il vrai que les informaticiens indiens sont les meilleurs du monde ? Dans un deuxième temps, la territorialisation du secteur informatique, liée aux villes et grandes villes, sera abordée. Quels changements de paysages urbains, quelle contribution au développement des très grandes villes ? Avec comme exemple, non pas celui de Bangalore (sud-centre) souvent développé, mais celui de

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

Chennai (sud-est), 4^e ville du pays, un vieux port (Madras) avec des vestiges grecs et romains d'activité portuaire. Ce sont 400 000 personnes qui travaillent dans le secteur informatique du cluster, du technopôle qui se situe au sud de Chennai. Enfin, à quel prix l'Inde se vend-elle comme le « bureau du monde », face à la Chine qui serait l'« atelier du Monde » ?

1. Que cache le miracle informatique indien ?

Une affiche représente le Dieu Ganesh, une divinité populaire hindoue, positive et joviale. Il est ici affalé avec un ordinateur portable sur les genoux (la photo date de 2003). C'est l'informatique à l'Indienne. Un poster publicitaire de 2003 -2004 se présente avec une forme de carte de Bangalore titrant « *La Silicon Valley* ». Cette ville a beaucoup aimé se comparer à la Silicon Valley (ou plateau ici). C'est une carte fantasmée, et imaginaire, avec une ville verte (ce qu'elle est) avec des petites mentions publicitaires d'un certain nombre de multinationales et d'entreprises plus ou moins liées au secteur des nouvelles technologies. Cette image est forte et a beaucoup porté Bangalore et son marketing. Avec l'argument « *c'est beaucoup moins cher de déplacer vos activités à Bangalore où la main d'œuvre est moins chère que dans les pays du nord* ». L'histoire de l'informatique est plus compliquée.



Une troisième image présente la couverture de *Wired* en 2004, avec une femme, cliché de l'indienne, et sur sa main ce qui ressemble aux dessins traditionnels au henné (*Mehndi*), mais qui est en réalité des lignes de code. Les deux titres du magazine sont « *The new face of the Silicon Age* » et « *Kiss your cubicle good-bye* » (« *embrassez votre cabine, au revoir* »). Il s'agit d'une critique violente de la délocalisation massive d'emplois vers l'Inde.

L'histoire du secteur informatique est plus ancienne ; ce que l'on appelle « informatique » en Inde est une vaste gamme d'activités, qui recouvre des activités nécessitant de faibles compétences. Cela a été possible avec la généralisation des satellites, de la fibre optique qui permettent d'échanger des grosses quantités de données et ainsi développer les services. Le passage à l'informatisation des activités s'est fait en utilisant massivement une main d'œuvre qui à l'époque n'existait pas, qu'il a fallu trouver. L'introduction de l'informatique dans les activités (banque, aérien, assurances,

etc.) à partir des années 1970 est une révolution à l'époque, elle requiert de la main d'œuvre qualifiée (inexistante alors) pour passer à cette nouvelle technologie. C'est là que commence l'histoire des ingénieurs indiens.

Entre 1975 et 1977, Indira Gandhi, la première ministre, déclare l'Etat d'Urgence. Les libertés civiles et la constitution sont suspendues, le pays est dirigé par le gouvernement central, il n'y a plus d'élections.

Des entreprises étrangères se retirent alors du pays, entre autres les entreprises qui forment la préhistoire de l'informatique (notamment IBM) et qui laissent sur place des ingénieurs indiens très bien formés qui se retrouvent sans emploi. Ils vont commencer à vendre leurs services à l'étranger, c'est là que commence le mythe des ingénieurs indiens de haut niveau. C'est le

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

développement du *on site* en Inde, avec des ingénieurs qui vont travailler à l'étranger pour assister ce développement informatique.

Le secteur informatique en Inde ne produit pas du matériel informatique mais envoie des ingénieurs comme consultants, sous-traitants pour remplir des tâches pour lesquelles il n'y a pas les compétences suffisantes dans un certain nombre de pays. C'est une main d'œuvre très reconnue qui va permettre une révolution technologique à l'échelle mondiale. Les premières entreprises indiennes sont des sociétés de services en ingénierie informatique (SSII) qui louent leurs services à l'étranger. Ils sont moins payés que les salariés dans les pays d'arrivée. Ils sont très bien payés pour l'Inde, mais ce n'est absolument pas comparable aux salaires de la Silicon Valley, par exemple. Cela va donner une réputation aux Indiens, avec le développement d'un capital, d'un carnet d'adresse.

Puis avec le développement des câbles de communication, des satellites, les sociétés vont proposer d'opérer des services depuis l'Inde, ce qui évite des coûts de transfert de main d'œuvre. Ces services sont opérés en Inde à tarif indien (encore moins cher) grâce à ces technologies. Cela concerne dans un premier temps des activités simples comme la saisie de données (annuaires européens saisis à l'étranger par exemple) ou encore les transcriptions médicales, lorsqu'un médecin enregistre ses résultats de la journée, la télétranscription se fait vers l'Inde. Ce sont des activités de maintenance de sites web également, cela repose sur une main d'œuvre bien formée, peu chère, et qui s'appuie sur l'idée que lorsque l'on est en Inde on est à 11 et 14 fuseaux horaires de l'Europe et des Etats-Unis, cela permet de travailler "la nuit".

Cette deuxième étape, le *off shore*, qui consiste à envoyer des activités, simples dans un premier temps (le volume de données échangées est encore limité), outre mer de l'étranger vers l'Inde ; cela concerne notamment les *call centers* par exemple. La plupart des numéros d'appels ont été transférés, puis in fine le standard lui-même pouvait être délocalisé en Inde : un appel d'Alabama vers le Texas qui passe alors par l'Inde. Ce point a fait scandale aux Etats-Unis par rapport à la délocalisation des emplois notamment ; de plus, les gens dans ces *call centers* travaillent vraiment la nuit en Inde, avec des *open spaces* très lumineux. Une formation est alors donnée à ces travailleurs, avec un gommage de l'accent car il y a une grande différence entre l'anglais américain et l'anglais indien. L'échange doit être cordial avec les clients, il est interdit de donner le moindre élément qui laisse l'impression que l'on appelle d'ailleurs. Les travailleurs ne doivent pas se tromper, sous peine de faute grave et licenciement. La réalité de la délocalisation c'est cela aussi. Ce sont les *cyber coolies* (littéralement *la personne qui porte, une main d'œuvre de gens qui font de petits travaux, des journaliers payés à la tâche*). Le *coolie* ce n'est plus le pauvre sur un quai de port qui se casse le dos, ce sont des jeunes qui travaillent dans des *call centers* (dans les médias indiens), qui s'abîment la santé à vivre en horaires décalés, avec des bons salaires indiens, mais pas occidentaux. Ce terme est une forme de critique « *nous ne sommes plus des coolies, exploités par les Anglais, mais c'est une nouvelle forme de colonisation. Cette jeunesse gagne bien sa vie, mais fait surtout gagner beaucoup d'argent à l'étranger* ». Cette *Shinning India* est beaucoup critiquée en interne aussi.

Un décollage du secteur est lié au « bug de l'an 2000 ». C'est une histoire qui fait rire à Bangalore, mais cela a permis à ces entreprises de développer énormément leur main d'œuvre pour aller vérifier les systèmes informatiques dans le monde entier, notamment par des ingénieurs indiens. Le bug de l'an 2000 a surtout permis aux entreprises indiennes de gagner beaucoup d'argent. L'histoire du déplacement de la géographie internationale du travail et des grandes entreprises capitalistes explique aussi cette situation, ces entreprises en Inde sont indiennes, avec des capitaux indiens. Les trois principales entreprises sont *TCS*, *Wipro* et *Infosys* :

- *TCS (Tata Consultancy Services)* est une entreprise qui emploie 500 000 personnes. C'est la filiale informatique de l'énorme conglomérat *Tata*. C'est une dynastie de grands capitaines industriels, qui a plus d'un siècle. Ils partent de Bombay, ils vont saisir les opportunités de diversification économique. Une centaine de filiales existent aujourd'hui, très diversifiées, avec le

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

rachat d'entreprises anglaises automobiles notamment. Avec son sens du business, *Tata* investit dans l'informatique dans les années 1990 et cela marche.

- *Wipro*, c'est le savon et la lessive auparavant, c'est une vieille famille d'industriels de Bombay, ils investissent dans l'informatique dans les années 1980, et deviennent le 2^e -3^e groupe du secteur.

- *Infosys* est une entreprise qui aime raconter la même histoire qu'*Apple* : « *Nous avons commencé dans un garage, nous n'avions pas beaucoup d'argent* [pour l'Occident, mais c'est plutôt une bonne famille, de la caste des brahmanes] *à 5 avec des compétences et des idées* ». C'est l'entreprise emblématique du secteur indien, créée à Bangalore et dont le patron a travaillé à La Défense durant un an et demi. Le successeur vient d'entrer en politique, ce sont des trajectoires extraordinaires.

Il s'agit bien ici pour ces trois entreprises d'une offre de services informatique et non d'une offre technologique. Ces entreprises ont construit leur crédibilité, un capital et des adresses avec des activités en Inde qui se développent. Cela attire l'attention d'entreprises multinationales. Ces entreprises vont à partir des années 1990 délocaliser en Inde des centres d'activités complexes, de développement, voire de recherche. C'est la troisième étape, la R&D, qui remonte l'échelle de valeur ajoutée, Intel y implante par exemple un centre de recherche pour l'Asie. Ces entreprises comprennent que le futur grand marché c'est l'Asie, il faut s'y implanter pour comprendre les besoins spécifiques de ce marché.

Tous ces facteurs concourent à la troisième étape du secteur. Ces grandes entreprises offrent toutes la gamme complète d'activités (*call center*, maintenance de site web, mais également des choses raffinées à forte valeur ajoutée opérées en Inde : « *Main d'œuvre peu chère et excellence du service* »).

Tout n'est pas de la haute technologie, ni même des nouvelles technologies, mais c'est lié à la révolution des TIC et le rôle du capital humain est central. L'Inde acquiert la réputation de « *bureau du monde* » parce qu'elle a un large réservoir de main d'œuvre formée et anglophone. Il y a un taux d'illettrisme important en Inde, mais avec un système d'enseignement supérieur de qualité, très élitiste (à l'instar de la France, avec des Ecoles supérieures) en particulier dans le domaine scientifique. L'enseignement supérieur se fait en anglais, même le système éducatif : Une bonne école est anglophone, dès le primaire. La population éduquée et aisée en Inde est bilingue et trilingue, ce qui constitue un avantage comparatif face à la Chine notamment. Cette masse de gens qui ont des *bachelors* en *ingeniering* (bac +3), parlent anglais, et sont utilisables par un certain nombre de clients étrangers *off shore* comme *on site*.

Ce secteur de l'informatique s'est donc rapidement développé, avec des revenus importants dans certains Etats, et pas du tout dans d'autres. C'est la grande revanche du Sud de l'Inde, avec 4 ou 5 Etats et 300 à 400 millions de personnes. L'informatique se délocalise dans le sud de l'Inde, même si elle nécessite des infrastructures, (routières, bureaux, etc), de la main d'œuvre éduquée et si elle est très liée aux grandes villes de fait, en particulier les capitales du Sud.

La carte « *Localisation des sièges sociaux des entreprises membres de Nasscom (2008)* » souligne une géographie particulière des technopoles des services informatiques, méridionales et métropolitaines.

2. La territorialisation du phénomène : des services essentiellement liés aux très grandes villes

Cette géographie évolue avec l'histoire du secteur, lorsqu'il s'agit de quelques bureaux, avec l'électricité 24h/24 dans le centre ville uniquement, avec des quartiers de bureau en hyper centre. Avec le développement du secteur et notamment le recrutement des dizaines de milliers de collaborateurs, l'immobilier se développe dans des espaces disponibles, s'éloignant du cœur vers la périphérie avec des "campus" de plus de 100 ha, comme vers la périphérie sud avec l'« *IT highway* » (route de l'informatique) de Chennai. Ce sont des pôles le long de la route qui se

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

remplissent, avec des limites au rêve de l'informatique en Inde, et des immeubles/quartiers non remplis. Au début, il fallait des générateurs pour l'électricité, des puits pour l'eau, au milieu de nulle part, des terres de mauvaise qualité, des marais salants peu chers (1990). Déjà à Bangalore, la main d'œuvre locale ne suffisait plus et il y avait beaucoup d'écoles d'ingénieurs.

Cette géographie a connu un glissement des centres villes vers les périphéries. Le centre possède aujourd'hui toujours des sièges, des fonctions de commandement, de relation aux clients, mais les bureaux, les activités sont dans des grands parcs d'activités (mis en place par le gouvernement), avec électricité, connexion ou dans des immeubles de bureaux, le long des axes de communication (clusters). A Bangalore, il y a une diffusion du secteur de l'informatique dans la ville. Pour le schéma d'aménagement de la ville, il a été pensé un IT corridor, réservé à ce secteur, mais cela a été refusé, parce que c'était trop éloigné de Bangalore et cela impliquait le déplacement de villages, de terres agricoles ; le coût politique était surtout trop élevé.

A présent, il y a une autoroute (à deux étages) qui dessert *electronic-city*, pour passer au-dessus des embouteillages. Il y a deux *technoburbs* à Bangalore : le premier, Whitefield, une banlieue technopolitaine, un secteur isolé, avec une communauté religieuse installée là auparavant dans un lieu éloigné de la ville et de ses péchés. Il s'agissait d'un espace agricole mais il n'y avait pas de terres de très bonne qualité, un peu de pastoralisme divagant, pas de villages. Cette transformation en *technoburb* se fait de nouveau du fait de soutiens politiques, le gouvernement dès les années 1990 développe une *export processing zone* (EPZ), réservée à des entreprises qui exportaient, pour le textile initialement mais ce sont les entreprises qui sont venues s'installer, avec des avantages fiscaux, allègement des règles en matière de droit du travail. Le soutien de l'Etat a pour objectif de soutenir les activités exportatrices, pour faire rentrer des devises, et faire face aux crises.

Avec le développement de l'informatique et d'un cluster périphérique, la densité n'est pas encore là, mais la ligne d'horizon est barrée par des immeubles, avec des offres de résidence sur place loin de la ville. C'est une offre commerciale qui cible les gens avec des salaires très élevés pour l'Inde. Des zones de consommation s'installent donc également, l'équivalent des *shopping malls*, cela va très vite et tout n'est pas toujours bien fini, c'est le grand écart. On peut observer des paysages résidentiels à proximité, des *gated communities* peuplées surtout par des cadres supérieurs dans des entreprises d'informatique.

3. Un modèle de développement face à ses limites

Le poids de ce secteur est très important (8 % du PIB), ce qui implique également un poids politique et une influence notamment sur les règlements, l'emploi, etc. Le deuxième patron d'Infosys était conseiller spécial du précédent premier ministre indien, et a piloté le programme de cartes d'identité nationale. Dans l'esprit des Indiens, l'informatique c'est le nouveau mantra (phrase, prière répétée, qui porte). Ainsi de la même manière qu'il y avait avant un grand temple dans chaque village, il y a des cours de programmation dans la moindre petite ville indienne avec des posters qui proposent une formation C++, Java, etc. Ces formations sont la promesse d'un emploi. IT c'est un mot magique, cela ouvre des portes, mais cette effervescence pose question, car des problèmes se posent, à moyen et long terme, en plus du court terme.

Le *plug and play*, ces bureaux connectés avec la climatisation, l'eau, etc., souligne que la durabilité écologique ne va pas avec IT. D'un point de vue social également, comme l'illustre cette photographie de *Tidel park*, emblématique de ce secteur à Chennai, avec la *highway*, le pont du métro aérien, et une mendiante. C'est un modèle de développement exclusif, qui repose sur l'accès à une éducation privée payante (en anglais). Dans cette *world class city*, l'Etat payait la route de grande qualité, *highway* infrastructures, et de part et d'autre de celle-ci, les entreprises bénéficiaient d'avantages variables sur 300 m à partir de la route. Ce sont des constructions au détriment d'un écosystème fragile et contraignant (marécages, moustiques, submersion de la route). Cela pose un problème de durabilité du modèle urbanistique.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

C'est donc un modèle qui est par essence exclusif pour des catégories sociales, mais qui implique par ailleurs l'expropriation de certaines populations et une hausse du coût du foncier, de la pollution, des congestions routières, etc. Cela exclut *de facto* les populations pauvres, au sein d'une architecture d'enclave, un espace défensif avec des entreprises très surveillées (par un *watchman*), l'identité est vérifiée, avec rendez-vous, accueil avec un badge de visiteur, etc. Ce modèle est en contradiction avec la mixité sociale qui caractérise initialement le paysage urbain indien et introduit véritablement un changement des échelles de la ségrégation spatiale.

Ainsi, il s'agit d'un miracle indien, pour qui ?

Les salaires dans le secteur de l'IT sont depuis longtemps sans commune mesure par rapport aux autres secteurs, cela a creusé les écarts économiques. Mais la question du devenir des infrastructures est posée, avec des décharges à proximité des entreprises où sont brûlés les déchets. Pour des complexes au bord de la lagune, en dehors du périmètre de la métropole, dans des zones "rurales", ce sont les municipalités qui doivent fournir la connexion électrique et à l'eau, mais elles n'ont pas les moyens de le faire. Le nouveau scandale est que la lagune est en train d'être polluée par les effluents qui viennent de ces immeubles.

La photographie montre le sud du *IT corridor*, en 2011, là où doit se trouver une autoroute construite depuis 2003 théoriquement, avec grands trottoirs, la route n'est en réalité par terminée du fait de corruptions, de scandales. Après la mousson le bord de la route est boueux, il y a des bus, mais du trafic rural, des gens avec des statuts sociaux humbles. On observe en arrière plan des immeubles de bureau, vides tant que tout n'est pas opérationnel (2011). Les entreprises immobilières ont été trop vite par rapport au développement de l'IT. Cela questionne donc la durabilité de ce modèle de développement, qu'elle soit sociale, environnementale mais également urbaine. Depuis le tsunami de 2004, les immeubles de bureau se sont installés, sur la zone submersible interdite aux industries lourdes, notamment du fait du coût des assurances ; or, la submersion est un problème pour les systèmes électriques et électroniques, donc pour l'informatique.

Questions

1. Quel pourcentage de la population vit dans cette Inde qui brille ?

En Inde, le travail n'est formel qu'à hauteur de 20 % de la main-d'œuvre. Des estimations sur les classes moyennes, pauvres ou aisées de la société sont en cours, mais très difficiles. La question préoccupante est celle du seuil de pauvreté, estimé entre 400 et 900 millions de personnes en-dessous, selon le revenu choisi. On peut estimer qu'un emploi dans la IT entraînerait 4 à 7 emplois induits (chauffeurs, domestiques, consommation). Une étude récente auprès de 100 personnes travaillant dans la IT montrerait plutôt un taux de 1 pour 3.

2. Quelle est la situation économique et immobilière en Inde ?

La surproduction dans l'immobilier est réelle dans le monde entier, de 20 à 30 %, facteur de la bulle immobilière. En 2005, les IDE dans l'immobilier sont libéralisés. Énormément de grands fonds sont investis dans l'immobilier indien, survendant en partie cet immobilier. Le nouveau gouvernement de mai 2014, néolibéral, lève des verrous concernant les obligations d'un partenaire majoritaire indien, d'au moins 10 ha... La dette des grandes entreprises est très importante ; la situation ne peut se calmer finalement que par manque de partenaires indiens vraiment viables.

Compte-rendu par Raphaël MIRANDA, Master 2 MEEF 2nd degré Histoire-Géographie

Déplacements forcés de populations et urbanisation au Pakistan

Mariam ABOU ZAHAB

Sociologue

Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris

Introduction :

Travailler sur le Pakistan est compliqué, car la méthodologie pose problème. Il est presque impossible aujourd'hui de s'y rendre, et il est inenvisageable d'aller dans les zones tribales. Mariam Abou Zahab ne s'est pas rendue dans les zones tribales depuis 2005. Le Pakistan est un pays dont l'espace opérationnel s'est rétréci pour les chercheurs, du fait de plusieurs conflits comme la guerre civile au Balouchistan, la guerre contre l'Etat menée depuis 2007 par le *Mouvement des taliban pakistanaïs* (TTP). Il est aujourd'hui presque impossible de se rendre dans la province du nord-ouest, car on s'expose à des risques d'enlèvement ou d'assassinat.

1. Présentation générale et rappels historiques

Les zones tribales sont peuplées par les communautés pachtounes qui sont pour beaucoup en situation de diaspora aujourd'hui. On les trouve à Karachi et dans ses environs, ainsi que dans le Golfe arabo-persique. Ces populations ont commencé à quitter ces zones de façon forcée. Ces zones ne font pas l'objet de l'attention d'un média indépendant, mais pas non plus des journalistes internationaux, voire locaux. L'armée peut parfois « promener » des journalistes internationaux mais dans le seul but de leur montrer les dernières actions menées.

Le Pakistan est un pays à mauvaise réputation. Il compte au minimum 180 millions d'habitants mais ce chiffre est probablement faux, le décompte réel est inconnu. Il n'y a pas eu de recensement depuis 1998 et ses résultats sont très douteux.

Il a connu une urbanisation intensive au cours des vingt dernières années, on estime qu'un tiers de la population pakistanaise est urbaine, mais la moitié de la population serait plus juste. Une partie de cette urbanisation a été forcée par les inondations de 2010, 2011 et 2012 : on déplace massivement une partie de la population, qui ne pourra pas rentrer chez elle. Ces populations s'installent donc en périphérie des villes et tombent dans la pauvreté chronique.

Les zones tribales et leur population sont particulièrement touchées par ces déplacements. Ces zones représentent 27 000 km² pour une population largement sous-estimée de 3 millions de personnes, plus probablement 6 millions de personnes. Ce sont des zones à statut particulier qui font le tampon entre le Pakistan et l'Afghanistan. Elles ont été créées à la fin du XIX^e siècle par les Britanniques dans le but encore une fois d'être un tampon entre l'empire britannique des Indes et l'empire russe. Les Britanniques arrivent dans ces espaces en 1849 suite à leur victoire contre le royaume sikh. Sept zones tribales sont créées car les Britanniques ne sont pas venus à bout de ces tribus, elles ont donc une quasi autonomie sur leur territoire. Les tribus sont rémunérées pour ne pas attaquer les Britanniques. Ils n'imposent pas de changement dans la structure sociale ou la propriété foncière. Ils renforcent le pouvoir des propriétaires terriens qui servent d'intermédiaires avec le reste de la population locale, et nomment des *political agents*, un terme très colonial toujours en vigueur aujourd'hui qui désigne le représentant du gouvernement fédéral. En 1893, un traité fixe la

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, mais le gouvernement afghan n'a jamais reconnu ce tracé. La "*black law*" règne dans ces territoires, c'est une responsabilité territoriale, toute la tribu est responsable tant que le coupable n'a pas été livré. Cela crée une intense pression sur les fugitifs. De façon générale, les populations de ces tribus ne sont pas considérées et se perçoivent comme des citoyens de seconde zone. Selon où l'on se trouve au Pakistan on passe d'un monde à un autre. Depuis 2001, des efforts sont fournis du côté pakistanais pour matérialiser cette frontière, sous pression de l'armée américaine. Des fossés sont construits entre les deux pays et cela ravive les tensions avec l'Afghanistan.

Les Britanniques se retirent en 1947, le gouvernement pakistanais ne change rien dans le fonctionnement du système. Les Afghans ont voté contre l'adhésion du Pakistan à l'ONU en raison de la revendication des terres qui se trouvent sur le tracé non reconnu de la frontière. Cette zone est très perméable, jusqu'à la fin des années 1970 les Afghans soutiennent des nationalistes pachtounes et les Pakistanais accueillent des extrémistes religieux afghans rejetés dans leur pays. Le gouvernement s'est servi de cette zone dans les années 1980 pour convoier des combattants, des armes, des clandestins. Avant les années 2000, la frontière était relativement ouverte entre les deux pays, il y a parfois eu plus de réfugiés afghans dans cet espace que de population locale.

2. Culture pachtounne et situation politique dans les zones tribales

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, des choses ont changé dans les zones tribales à partir des années 1970. Ce n'est pas une société figée. Le Pakistan a volontairement négligé ces zones, mais elles ont cherché à s'intégrer quand même pour pouvoir bénéficier de plus d'activités (seulement quelques cultures et de la contrebande).

Les hommes des familles sont partis dès les années 1970 pour trouver du travail dans le Golfe arabo-persique par exemple ou à Karachi. Le Premier Ministre Zulfikar Alî Buttho a un temps facilité la délivrance de passeports. On ne sait pas exactement combien de Pachtounes vivent au Pakistan, de l'ordre de 45 millions ? Les gens qui sont partis ne sont pas riches. La société pachtounne était une société égalitaire mais ne l'est plus. Il n'y avait pas de chef incontesté, c'est une société très compétitive, pour être déclaré leader il faut prouver en permanence qu'on est capable de le rester.

La situation dans ces zones change après les années 1990. Le départ massif des hommes s'est aussi accompagné de l'arrivée toujours constante de militants de tous bords : arabes, Ouzbeks, Afghans, Français, Pakistanais de Grande-Bretagne, mais jamais de Tchétchènes. Les jeunes tribaux sont allés se battre avec les talibans afghans, il était facile de le faire du fait de la perméabilité encore grande de la frontière. Dans ces zones, l'adolescence n'existe pas, l'individu passe directement de son statut d'enfant à celui d'adulte. Ils font donc leurs preuves en Afghanistan, se sont construits un réseau dont ils se sont servis après 2001. En revenant au Pakistan, ils destituent les anciens en revendiquant leur légitimité acquise au combat. Ces chefs sont jeunes, à peine 25 ans. Ce genre de retournement de situation était culturellement impensable quand les hommes étaient encore présents. Mais ces jeunes hommes ont compris l'opportunité qu'ils pouvaient tirer de la présence des militants, en leur faisant payer l'hébergement.

Ces jeunes ont aussi profité de l'anarchie totale qui régnait dans les zones tribales : des bandes armées faisaient régner la loi, la corruption était de mise. La population en avait assez, ces jeunes chefs ont donc rendu la justice de façon très expéditive, mais visible et marquante. La population se radicalise et devient anti-américaine, soutenant au début les talibans. A partir de 2005-2006, les talibans font des atrocités sur la population, une partie des habitants les rejettent donc, l'armée pakistanaise peut entrer dans les zones tribales à partir de 2004.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

3. Les déplacements de populations

La première vague de départ est associée aux hommes partis pour trouver du travail.

L'arrivée de l'armée pakistanaise provoque d'autres vagues de déplacements. La population est déplacée parfois 4 ou 5 fois. On les autorise à rentrer chez eux, puis ils sont déplacés à nouveau. Les destructions dues aux bombardements aériens sont considérables. Mais il existe aussi une logique des vases communicants : l'armée annonce son arrivée, les militants passent dans la vallée d'à côté. D'anciens camps de réfugiés afghans sont ré-ouverts pour accueillir les réfugiés. Ils sont toujours ouverts aujourd'hui et beaucoup ne reçoivent plus aucune aide. Un des plus grands déplacements de population se produit en 2009, suite à une opération de l'armée au Waziristan. Les populations fuient l'armée, les exactions des groupes armés mais aussi les conflits tribaux ou confessionnels. Les populations tribales sont nuancées sur l'utilisation des drones, car les tirs sont beaucoup plus précis que ceux des bombardements de l'armée. Les drones tuent des civils mais bien moins que ce que l'on dit. Certaines familles de victimes ont été instrumentalisées. Des rapports ont été faussés et font autorité aujourd'hui sur cette question.

Des sanctions économiques ont été prises à l'encontre de ces zones. C'était une mauvaise tentative, car cela donne de la légitimité aux militants et court-circuite les notables locaux. Les jeunes chefs sont légitimés par ces pratiques et des habitants partent pour cette raison.

En juin 2014, nouvelle opération dans le Waziristan, l'armée et le gouvernement sont très réticents. La zone tribale est le sanctuaire d'un groupe de talibans afghans et pakistanais. Ce groupe armé a mené des opérations régulièrement à Kaboul. La situation est compliquée, car l'armée pakistanaise fait une distinction entre les bons talibans (actifs seulement en Afghanistan, ils ont conclu une trêve avec l'armée pakistanaise, leur but est de combattre l'armée américaine) et les mauvais talibans (mouvements talibans pakistanais créés en décembre 2007, coalition d'une quarantaine de factions tribales qui ont déclaré le djihad défensif contre ce que représentent l'Etat et l'armée pakistanaise). Ce groupe a été créé en réaction à l'assaut donné sur la mosquée rouge en juillet 2007 où un groupe de jeunes femmes avaient entrepris de faire une police des mœurs. L'armée a assiégé la mosquée pendant une semaine, ce qui a occasionné de nombreux morts et blessés. Ces militants ont eu le sentiment d'être trahis par l'armée et prennent maintenant pour cible tout ce qui représente l'armée : ce qui y touche ou ceux qui travaillent pour.

L'armée pakistanaise est entrée au nord Waziristan, les militants se sont mis à l'abri mais cela a provoqué le déplacement d'un million de personnes dans l'indifférence générale. Les médias internationaux n'en ont pas parlé et les médias pakistanais étaient occupés par un grand show politique dans la capitale. Beaucoup de ces déplacés ne vont pas dans les camps pour des raisons culturelles, climatiques et de sécurité. Les gens se rendent donc dans les villes et louent une pièce à prix d'or. Beaucoup ont souhaité se rendre à Karachi, mais ils sont rejetés, des groupes paramilitaires se sont formés aux frontières provinciales pour les empêcher d'arriver.

On estime qu'environ 20% de la population de Karachi est pachtoune aujourd'hui, ce qui pose un problème ethnique considérable. De nombreux Pachtoune souhaiteraient rentrer chez eux, mais ils ne le peuvent pas pour plusieurs raisons : les zones tribales sont encore trop instables, les villages sont parfois entièrement détruits. Pour certains, cette obligation de départ a été une bénédiction, des couples ont pu donner un meilleur avenir à leurs enfants en particulier aux filles. Des femmes et des jeunes filles ne veulent plus repartir maintenant qu'elles ont constaté le statut et la plus grande liberté des Pakistanaises de Karachi, la ville leur offre plus de possibilités. C'est aussi le cas pour certains jeunes hommes. On observe depuis quelques années une ruralisation des villes et une retribalisation de l'espace à Karachi. Ce qui est compréhensible dans un milieu hostile.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014**Conclusion**

Ces déplacements ont des conséquences considérables, les zones tribales sont vides d'une bonne partie de leur population, seuls restent des femmes et des enfants, les hommes travaillant dans le golfe. Vivre en ville change la structure des familles : on ne vit plus avec la famille élargie, la famille nucléaire est de mise, on a moins d'enfants. Ces gens sont une bombe à retardement.

Questions**1. Quelle est la différence entre tribal et pachtoune ?**

On parle parfois de pachtoune détribalisé et de pachtoune tribalisé, ce qui n'a, à mon avis, pas de sens. Tous les pachtoune appartiennent à une tribu, savoir ensuite s'ils observent des règles strictes, c'est autre chose. Mais les pachtoune connaissent la tribu dont ils sont membres. Le code d'honneur pachtoune (probablement une invention des anthropologues occidentaux) est très fluide en fait, il s'adapte en gardant des valeurs comme la vengeance, l'hospitalité. L'argent a remplacé certaines de ces valeurs. Les pachtoune se considèrent tous égaux, il n'y a pas que des barbes blanches dans les rassemblements et les discussions. On ne cherche pas la justice ou réparer quelque chose, on essaie de trouver un compromis pour éviter de faire couler le sang. Cela se fait à l'extérieur, les enfants peuvent voir comment cela se passe et tout le monde à la parole, c'est la jirga. Les militants ont détourné la jirga, elle n'a plus aucun sens aujourd'hui : les rassemblements se font dans des lieux fermés et n'y participent que des mollahs.

2. Le centre de gravité du conflit s'est-il déplacé suite à la guerre en Afghanistan ?

Non, le conflit était déjà là avant, des choses bougent et changent, mais il n'est pas question de négocier. La situation est très compliquée maintenant avec la présence de sanctuaires pakistanais en Afghanistan et de sanctuaires afghans au Pakistan.

Compte-rendu par Marion GRUBY, Master 2 MEEF 2nd degré Histoire-Géographie

L'Inde urbaine au défi des bidonvilles et de la corruption : anomalies ou éléments d'un système ?

Frédéric Landy
Professeur des Universités
Université Paris Ouest-Nanterre

Introduction

La photographie du parc national de Bombay rappelle que les bidonvilles ont pu y compter jusqu'à 600 000 personnes. Dans ce parc, on trouve également une trentaine de léopards qui constituent une menace pour les populations, bien plus que la violence humaine, assez peu présente dans ce type d'habitat. Frédéric Landy préfère, pour parler de cette région du globe, employer le terme d'« *Asie du Sud* » au lieu de celui de « *monde indien* ». En effet, cette appellation est contestée, notamment par le Pakistan pour des raisons culturelles et politiques, mais aussi car elle véhicule des représentations coloniales. Cette conférence sera divisée en deux parties distinctes. La première sera consacrée aux bidonvilles, à leur typologie ainsi qu'aux modes de gestion publique de ce type d'habitat, tandis que la seconde traitera de la problématique de la corruption en s'appuyant sur l'exemple de l'aide alimentaire subventionnée.

1. Les bidonvilles d'Inde

L'individu moyen en Inde est un paysan, relativement pauvre. L'Inde compte 31 % de population urbaine officiellement (2011). Or, malgré l'énorme densité rurale, on ne constate pas ou peu d'exode rural. D'ailleurs, il faut noter que la croissance urbaine est aux trois quarts le fait de la fécondité urbaine. Cependant, la dichotomie rural/urbain doit être relativisée dans le cas de l'Inde, tout comme le taux d'urbanisation semblant relativement faible. En effet, en valeur absolue, l'Inde est un pays considérablement urbanisé et ce au même titre que la Chine. Ce phénomène s'observe tout particulièrement dans les espaces semi-urbanisés. Quelques informations permettent de mesurer l'urbanisation indienne : Mumbai a été dépassée dans les années 2000 par Delhi au niveau démographique. On comptait 35 agglomérations de plus d'un million d'habitants en 2001. En 2011, il s'agissait désormais de 53. En 2001, on comptait 6 agglomérations de plus de 6 millions d'habitants et 3 de plus de 12 millions. Dans chacune de ces agglomérations se trouvent des dizaines de bidonvilles.

1.1. Mais qu'est-ce qu'un bidonville ?

On peut schématiquement diviser les bidonvilles en deux grandes catégories.

Le cas le plus rare renvoie à ce qu'on pourrait qualifier de taudis. On peut citer en exemple la ville de Old Delhi. Il fut un temps classé comme « *slum* » par les autorités indiennes. L'essentiel est un habitat constitué de vieilles maisons dégradées par le temps et les occupations successives.

Le cas le plus général serait plus les « *camps de squatters* » : habitat fragile, avec des matériaux de récupération. La fragilité est à la fois physique et légale. En effet, ces camps n'ont pas de reconnaissance, pas de permis de construire. Ces quartiers sont généralement d'ex-zones

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

vacantes, notamment pour des raisons de non-constructibilité (pollution, marais, lits d'inondation, zones boisées).

On estime qu'un quart de la population urbaine en Inde habiterait dans des bidonvilles (selon la définition indienne). Certains avancent même le chiffre de 50 % pour le cas de Mumbai. Il faut cependant se garder de tout misérabilisme, car les situations sont très variables en Inde. Ainsi, les bidonvilles ne sont pas automatiquement synonymes de pauvreté extrême. Serait-ce alors une anomalie sud-asiatique ? En Chine, Il n'existe quasiment pas de bidonvilles.

Le problème viendrait davantage d'une pénurie de logement que de la pauvreté à proprement parler. En effet, l'Inde a voulu stopper l'exode rural en stoppant les constructions de logement, ce qui s'est révélé être un mauvais choix. Les logements sociaux sont quasi inexistantes en Inde, en particulier l'habitat locatif, etc. Les exemples de HLM sont rares, comme les immeubles de Janata Flats à Narela (Delhi). Les pouvoirs publics ont laissé la construction au privé : or, le privé ne construit pas pour les populations pauvres. A la place, ils construisent des résidences flamboyantes ou des centres commerciaux.

Dans cette catégorie de « camps de squatters », on trouve encore deux types de bidonvilles :

Le premier ressemble à un village indien banal avec vie de village, commerces, etc. Les problèmes de canalisation y sont fréquents. Ces quartiers ont une vie économique locale et sont occupés par des classes moyennes (1 policier sur 3 à Mumbai habiterait dans un bidonville...). Par exemple, le quartier de Dharavi (Mumbai), compterait 700 000 habitants ce qui en ferait le plus grand bidonville de l'Inde. L'habitat est en dur, sur plusieurs niveaux, très dense. La lumière est rare. Cependant, cette petite ville compte des industries et des commerces.

Le slum « résidentiel », plus fragile et souvent plus récent. On y habite mais pas d'emplois/vie sur place. Souvent récent, il est sous la menace des pouvoirs publics. Les expulsions sont fréquentes. Par exemple, dans le parc de Mumbai, les habitants n'ont pas l'eau courante, mais une canalisation d'eau d'importance passe en plein milieu. Les habitants s'y sont reliés illégalement... mais en payant. Ainsi, vivre dans ce type de slum revient plus cher qu'ailleurs : il faut payer les caïds et la police locale.

1.2. Les 5 modes de gestion des bidonvilles (slums) : une « ville mondiale » peut-elle en conserver ?

Ces bidonvilles empiètent souvent sur d'autres espaces prévus pour d'autres usages. Mumbai cherche à devenir une « world class city » à fort rayonnement mondial : conférences, quartier des affaires, touristes. Cette multiplicité des usages conduit nécessairement à certains conflits et donc à des manières différenciées de gestion de l'espace.

- La méthode brutale : la démolition sans contrepartie. Dans le lit de la Yamuna, une grande rivière traversant Delhi, 120 000 personnes s'étaient installées. Officiellement pour des raisons écologiques et de sécurité, la ville a été détruite en deux mois, hormis temples et mosquées. Mais à la place de ce slum ont été finalement construits des logements de luxe pour les jeux du Commonwealth. De fait, le prétexte écologique retenu par la municipalité a été fortement questionné. Cette méthode de gestion a ses revers : une fois les gens partis, ils finissent par revenir. A Mumbai, on compterait 10 morts par jour dans le train de banlieue de la ville : électrocutions, chutes, mais aussi enfants écrasés qui habitaient dans les bidonvilles installés le long des voies.

- Attribuer en dédommagement une parcelle constructible quasi-gratuitement. Cependant, cette parcelle est généralement de petite taille : 12 m² à Delhi. Il faut souvent y loger des familles nombreuses. A Delhi, il faut avoir construit dans les 6 mois, sinon la parcelle est reprise. Il faut noter l'absence totale de réflexion quant au bétail, ni aux toilettes. Cela entraîne des problèmes sanitaires d'importance. Ainsi, les toilettes sont placées à l'extérieur et « reliées » à une rigole au centre de la rue. Dans ces quartiers, aucune activité ni commerce n'est autorisé.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

- Les pouvoirs publics attribuent un logement. Mais souvent, ces logements sont situés très loin du travail ce qui entraîne un problème économique. Car la plupart des gens de ces bidonvilles ont un travail précaire et doivent donc être les premiers sur le lieu d'embauche : cela induit un fort coût en termes de temps et de transport. De facto, les habitants finissent pas revenir dans les bidonvilles péricentraux... Les pouvoirs publics peuvent plus rarement attribuer un relogement tout près du lieu de travail. Il s'agit d'un cas très rare, qui s'est produit pour le parc de Mumbai. Ce parc s'est retrouvé pris en étau par l'urbanisation et est donc devenu très attractif. Face à cela, les pouvoirs publics ont désiré faire place nette afin de valoriser davantage l'espace. Devant ces velléités, les associations de protection des bidonvilles se sont indignées et ont obtenu des relogements des populations expulsées. Mais cela n'a concerné que 20 000 ménages sur 600 000 habitants au total, relogés dans des grands ensembles. Pour désigner les bénéficiaires, une carte était attribuée à tous ceux qui étaient dans le parc avant l'an 2000. Mais de nombreux problèmes d'attribution sont apparus ainsi que bon nombre de fraudes administratives.

- L'aménagement des bidonvilles : légalisés de facto, ils reçoivent connection électrique, pompes municipales, école publique...

- Le relogement sur place concerne en pratique des bidonvilles d'assez grande taille. Le bidonville concerné est divisé en 3 et les terres sont données à des promoteurs à la condition qu'ils construisent des logements sociaux sur un tiers de la parcelle pour y reloger le bidonville, des espaces publics (crèches, hôpitaux, jardins, etc.) sur un autre tiers. Quant au reste de l'espace, ils sont libres de l'exploiter comme ils l'entendent, ce qui se traduit le plus souvent par des centres commerciaux et des immeubles de standing. Cependant, d'importants problèmes de temps de construction se font jour. Une grande partie des habitants est expulsée et se retrouve dans des camps de transit, supposés transitoires mais durables dans la réalité. Ce phénomène spatial particulier que sont les bidonvilles interroge. Ces bidonvilles sont-ils des héritages de la pauvreté indienne avant la croissance et qui seraient voués à disparaître ? Ou est-ce plus compliqué ? L'Inde est un pays fortement segmenté, tant au niveau social qu'au niveau des paysages, très contrastés.

1.3. L'Inde, un « pays-iceberg » ?

Un iceberg est émergé à environ 10 %. De même, 10 % des Indiens auraient une voiture et appartiendraient de fait à la « classe moyenne ». Tout le reste de la population serait assez pauvre. La question des bidonvilles est ainsi en lien direct avec cette diversité sociale indienne. Les classes moyennes se distinguent par l'utilisation de domestiques. Or, s'il est de bon ton d'avoir des domestiques, ceux-ci vivent le plus souvent dans des slums : comment faire pour avoir sa bonne disponible à proximité, sans pour autant avoir un bidonville sous sa fenêtre ? On note un certain effet NIMBY chez ces classes moyennes.

Le maintien de ces bidonvilles ne serait-il pas un des fondements de la productivité indienne ?

Ces bidonvilles ont plusieurs avantages pour certains acteurs indiens. Ils permettent aux entreprises de disposer de main d'œuvre à faibles coûts salariaux. De même, la construction des gigantesques villes indiennes est rendue possible grâce à ces bas coûts (Bangalore, Chennai). On construit cependant beaucoup moins vite qu'en Chine. Cela dit, on peut faire un parallèle avec la « population flottante » chinoise, et qui explique en partie la forte croissance.

2. Gouvernance verticale et corruption : le cas de l'aide alimentaire subventionnée

2.1. Pauvreté et corruption en Inde

Le système alimentaire public indien a deux visages : d'un côté l'Etat achète aux producteurs pour soutenir les cours et inciter les agriculteurs à investir et intensifier. Mais en même temps, il apparaît nécessaire de redistribuer ces stocks. Et cela se fait surtout sur le marché intérieur et par des redistributions à des prix subventionnés. Dans la réalité, les choses ne sont pas si simples,

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

souvent les stocks s'entassent sans que les populations y aient accès... Comment expliquer le maintien des pénuries alimentaires ? Les Indiens ont coutume de dire qu'ils sont la plus grande démocratie du monde : l'alternance au pouvoir est la règle. Il est encore plus frappant de penser que plus on est pauvre plus on vote. (La situation est donc l'inverse de celle des pays développés). Demeure le problème du maintien de la pauvreté : pourquoi votent-ils mais demeurent pauvres ? Chaque année, 2 millions de personnes meurent de la malnutrition ou de pauvreté. Cela permet de mettre un bémol sur la démocratie. Selon Akhil Gupta, il y aurait une violence invisible, structurelle, une corruption qui détourne une partie des aides au profit de notables, d'élites, et ce, en défaveur des populations ciblées. Pourquoi donc votent-ils pour des gens corrompus qui ne tiennent pas leurs promesses ? La redistribution est fondée sur la démocratie mais pas selon notre idéal de démocratie. Si l'élu est corrompu, tant mieux, on se dit qu'il va pouvoir détourner au profit des personnes qui le soutiennent. (La corruption se définit ici comme « *l'utilisation à des fins privées d'une position dans le service public* »).

2.2. La course d'obstacle des bénéficiaires

Tout ménage en Inde a le droit d'obtenir un livret d'alimentation familial, même les riches ont ce livret. Cela sert aussi de carte d'identité. Il permet de récupérer du blé ou du riz à un prix subventionné.

Mais plusieurs problèmes existent : comment obtenir ce livret d'alimentation ? Plus on est nombreux dans la famille, plus on a droit à des produits subventionnés. Pour obtenir le livret, il faut se rendre dans le *Rationing Office*. À Bombay pour s'y rendre, il faut franchir une barrière : les *agents*. Ce sont des intermédiaires qui interdisent d'entrer dans le bureau. Ils demandent pourquoi on se rend au *Rationing Office* et ce que l'on espère y obtenir. En réalité, ils sont des filtres empêchant l'accès à l'alimentation. En règle générale, ils ne laissent passer qu'après le paiement d'un pot de vin. Plus la demande est illégale, plus le pot de vin exigé est important. L'agent encaisse juste une partie de l'argent, il donne le reste au *Ratinning Officer*, qui redistribue lui-même. Cela monte de plus en plus haut. Certains payent cher pour acheter leur charge dans l'administration. Conséquence de cela, beaucoup de fonctionnaires sont très endettés, c'est pour cela qu'ils rançonnent les citoyens.

Il faut ensuite obtenir la bonne couleur du livret. Si la famille se trouve au-dessus du seuil de pauvreté fixé par l'Etat, la subvention sera très faible. A Mumbai, moins de 1 % des habitants des bidonvilles ont un livret en dessous du seuil, ce qui montre que certains résidents de bidonvilles ne sont pas pauvres mais également que l'administration a fixé un seuil extrêmement bas.

Si la couleur obtenue sur le livret est la bonne, il est possible d'aller récupérer les aliments auxquels on a le droit. Mais il arrive que des gérants de boutique pratiquent une activité frauduleuse : par exemple en ajoutant du sable dans les sacs de blé ou encore en versant de haut du pétrole dans les jerrycans : cela fait beaucoup de mousse et le bidon n'est alors pas pleinement rempli.

Les boutiques sont souvent des établissements gérés par une personne privée : elles reçoivent les stocks subventionnés. Parfois certains marchands mettent les aliments reçus dans leurs propres stocks privés avant de les remettre ensuite en vente au prix du marché.... Ces vendeurs se font cependant berner : non seulement leur marge bénéficiaire officielle est très limitée, mais aussi les camions qui les livrent leur donnent des sacs de 70 kilos remplis en réalité seulement à 68 kilos.... Des sacs sont parfois siphonnés... Mais au final, c'est le dernier consommateur qui se fait complètement arnaquer alors qu'il devrait être le principal bénéficiaire du système.

2.3. Corruption et gouvernance verticale

La gouvernance se définit ici comme "la somme des pratiques et des interrelations de tous les acteurs pour la gestion et l'appropriation d'un territoire".

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

La gouvernance apparaît comme étant très verticale en Inde. La corruption fonctionne donc aussi sous forme de chaîne verticale. Les intermédiaires sont tous sous la protection ou la dépendance d'un parti politique auquel ils redistribuent une partie de leur argent : en échange ils peuvent parfois éviter la prison s'ils se font prendre. Cette chaîne remonte dans l'administration de façon verticale. Le dernier maillon est celui des partis politiques. Leur attitude peut paraître paradoxale puisqu'ils participent et luttent contre la corruption en parallèle.

Une femme comme celle présentée sur la photographie fait partie de la société civile, mais en même temps elle est politisée. La société civile et le monde politique sont difficilement distinguables en Inde. En plus cette femme travaille aussi pour le ministère du logement. Elle fait donc partie de l'Etat également. Lorsque des partis agissent dans le cadre de la société civile, on peut parler de clientélisme. Il s'agit d'« un système d'interrelations associant des patrons et des protecteurs ».

2.4. Pourquoi la corruption, au fait ?

Pourquoi cette corruption existe-t-elle en Inde ? L'enjeu alimentaire y apparaît comme étant prépondérant. Le problème est encore plus fort pour les musulmans vivant à Bombay. Il est important pour eux de pouvoir prouver qu'ils sont des citoyens indiens, car ils sont souvent soupçonnés par l'extrême droite d'être des immigrés clandestins du Bangladesh (pays musulman).

La « petite corruption » au quotidien n'existe que dans les pays du Sud. Pourtant, en Inde, les fonctionnaires sont payés régulièrement, donc le retard de paiement n'est pas un argument qui peut être mis en avant.

Autre problème, la porosité de l'Etat. En règle générale, la société civile se définit par ce qui n'est pas l'Etat. En Inde, la donne est beaucoup plus complexe. En effet, les fonctionnaires appartiennent aussi à la société civile. Les partis politiques sont partout également. L'administration fait véritablement partie de la société.

De plus en Inde, un autre problème peut-être mis en avant : il n'existe pas de sécurité sociale. En effet, le travail se fait en majorité dans le secteur informel. Se pose également le problème de la retraite, lorsque les populations deviennent trop âgées pour travailler, de quoi vont-elles vivre ? Les Indiens sont attachés à leur propre caste qui est alors vue comme une réponse à l'absence d'un véritable système de sécurité sociale. Ces structures qui peuvent apparaître comme archaïques de prime abord sont en réalité loin d'être obsolètes car elles permettent l'entraide. Et c'est le placage de ces structures sociales coutumières sur les institutions « modernes » officielles qui engendre la corruption. Il est probable que cette situation globale résulte du processus de modernisation brutale que le pays a connu. Peut-on dès lors parler du comble de postmodernité ? En effet, certains Indiens défendent l'idée que tout ce qui est lié à l'Etat et à l'administration moderne, et qui s'est développé à la fin de la colonisation, serait trop étranger pour un pays comme l'Inde. Les Indiens auraient alors adopté des systèmes qui leur sont propres, mais qui ne seraient pas forcément efficaces si on les observe avec un regard trop européen-centré.

Compte rendu par Kevin JANIN et Grégoire CHAVAL, Master 2 MEEF 2nd degré Histoire-Géographie

1. Quels enjeux sont liés à la croissance démographique très dynamique de ces espaces ?

Le poids démographique est un atout, permettant des salaires faibles grâce à une main d'œuvre importante, notamment pour la riziculture. L'Inde est entrée dans une période à fort « dividende démographique », avec peu d'enfants et de personnes âgées, soit un bénéfice économique pour environ 30 ans. Les effets négatifs sont visibles avec la « surpopulation », bien que ce terme soit relatif, par rapport aux ressources et à la façon dont elles sont utilisées. Mais le problème n'est pas qu'une question de ratio mathématique, et vient plutôt des politiques publiques.

Le Pakistan n'a pas encore fait sa révolution démographique ; la mortalité infantile reste importante, et le grand nombre de fils reste une force, et une raison supposée de pérennisation de l'héritage. Il y est difficile de faire des programmes de planning familial, la religion se mêlant à ces solutions, considérées comme contraires à l'Islam.

Au Sri Lanka, la question démographique reste bipolaire entre Tamouls et Cinghalais. Les enjeux, d'un point de vue du taux de natalité, reposent sur la volonté de ces derniers de peupler les régions du nord. Les données du recensement à Sri Lanka sont assez fiables, mais pas diffusées en dehors d'un cercle restreint, considérées comme stratégiques ; le dernier recensement précis date de 1981. De même, les données sur le Cachemire ne sont plus fournies depuis 1971 ; les données de 2011 sont précises et visiblement correctes, mais elles sont gardées par les autorités.

Le dernier recensement fiable au Pakistan date, lui aussi, des années 1970 ; les enjeux ethniques sont bien trop importants. Le recensement de 1998 est fait sous protection de l'armée, mais impossible dans le Baloutchistan où les Baloutches sont normalement minoritaires ; ces derniers attendraient le renvoi des réfugiés afghans pour permettre un recensement. Un décompte de maisons a tout de même été effectué, sans pouvoir aller plus loin.

Les crédits fédéraux sont dès lors distribués sans lien direct avec la démographie, trop méconnue ; de même pour les circonscriptions électorales qui devraient normalement être en lien avec cette démographie. La définition de la ville est également très fluctuante, seul le centre-ville étant réellement défini. Ainsi, tous les chiffres sont faux, et seules des extrapolations sont possibles, surtout avec la question des déplacés à obligatoirement prendre en compte dans cet espace.

2. Au regard des différences régionales majeures que l'on connaît en Inde, assiste-t-on à une atténuation de ces écarts ?

La différence entre États en Inde se marque moins qu'auparavant. Le Kerala reste une anomalie, mais de moins en moins forte ; ses conditions de vie formidables pour le pays s'atténuent progressivement avec les États voisins, et de même pour les 4 « États malades », qui semblent avoir de meilleures conditions aujourd'hui, avec un réel impact des villes. Des variables démographiques restent différenciées, avec la fécondité notamment.

Les chiffres du sida en Inde sont probablement sous-évalués, surtout en Inde du Sud, alors que les conditions de vie sont meilleures que dans les autres régions. Les dépistages sont rares ; les chiffres diffèrent suivant les États, et les écarts en terme d'encadrement étatique varient très rapidement. Il est en fait assez difficile de voir les différences à l'échelle des États en question : un jeu multiscalaire est non seulement adéquat mais nécessaire pour comprendre les réels écarts de développement, qui se situent à une échelle plus fine.

3. Quelle est la situation de la corruption et des enjeux politiques qu'elle recouvre dans l'Inde actuelle ?

La corruption est en jeu en Inde de façon importante, et vivement attaquée dans certains États, comme celui de Calcutta (Bengale-Occidentale). Ainsi, la *Chief Minister* du Tamil Nadu est en

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

prison depuis septembre dernier, pour corruption et fraude fiscale. Là encore, les différences entre États sont visibles.

La *black money* (fonds liés au marché noir, déposés à l'étranger, à Maurice ou en Suisse par exemple) est visée dans les médias, et serait d'une valeur aussi importante que la monnaie circulant officiellement dans le pays, avec des estimations très variables, entre 2 et 1400 milliards de dollars suivant les études. Le but visé serait de faire repartir l'économie en ramenant cette *black money* dans le circuit monétaire officiel.

Les luttes contre la corruption sont parfois des luttes de faction entre les différents partis politiques, comme c'est également le cas en Chine. La victoire du parti nationaliste hindou *Bharatiya Janata Party* aux élections législatives de mai 2014 s'est faite en partie sur un discours anti-corruption.

4. Quelle est la situation de l'action des pouvoirs publics contre le mouvement naxalite ?

Les actions naxalites (mouvement maoïste rural très puissant sur une bande nord-sud, du Bihar à l'Andhra Pradesh) sont à nuancer par rapport à la carte du Monde diplomatique montrant un tiers des États touchés en Inde. Les chiffres officiels soulignent un net recul suivant les chiffres de 2007 et 2013 (malgré les incertitudes déjà évoquées de ces chiffres officiels).

Des villages entiers sont déplacés. Dernièrement, des universitaires maoïstes ont été emprisonnés. Au cœur des zones naxalites, l'État ne peut toujours pas fonctionner correctement, les attentats étant réguliers. On compte un millier de morts par an, pour un tiers de naxalites, un tiers appartenant aux autorités indiennes, et un tiers de paysans pris entre deux feux. Le problème vient de la pauvreté agraire (source de nombreux maux en Inde) dans les collines boisées tribales, victimes des projets miniers (bauxite, étain, fer), d'abord de l'État, puis de multinationales du pays ou étrangères. La victoire des maoïstes au Népal avec le cessez-le-feu de 2006 a entraîné un renforcement des actions naxalites et une forme de légitimation. Les massacres par les forces paramilitaires du gouvernement indien sont aujourd'hui nombreux (Operation *Green Hunt* depuis novembre 2009).

5. Le contexte géopolitique du monde indien conduit-il à une impossible coopération ?

Les relations entre l'Inde et le Sri Lanka sont catastrophiques depuis les années 1990, surtout après l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991. Depuis 2005, le Sri Lanka se tourne plutôt vers la Chine. Il y a depuis l'indépendance de l'île une ignorance certaine pour le pays voisin pourtant imposant.

Avec le Pakistan, les relations ne s'améliorent pas, l'Afghanistan étant théâtre d'une guerre par procuration, enjeu de la rivalité entre Pakistan et Inde. Comme un symbole, des affrontements au Cachemire ont éclaté alors que le prix Nobel de la paix était attribué à une Pakistanaise (Malala Yousafzai) et un Indien (Kailash Satyarthi) pour leurs travaux et leur action sur la condition de vie des enfants dans ces deux pays.

Au sein de l'espace de l'Asie du Sud, la situation est ainsi déplorable. La politique indienne est à remettre en question, dans un « *complexe du grand frère* », pour un pays à échelle continentale comptant pour plus de 70% du PIB et de la population de la région. La SAARC (*Association Sud-Asiatique pour la Coopération Régionale*), fonctionne très mal, avec des rivalités toujours importantes et visibles. Depuis les années 1970, l'Inde est proche de l'URSS puis de la Russie, alors que la Chine est proche de l'Afghanistan et du Pakistan ; l'Inde se rapproche aujourd'hui des États-Unis, mais la situation ne peut se résoudre dans un avenir proche. Nouveau symbole montrant l'impossible coopération, il n'y a même pas un ferry entre Sri Lanka et Inde, éloignés de 15 km à peine. Le premier ministre indien Narendra Modi a tout de même visité tous les pays de la SAARC (le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka) depuis son arrivée au pouvoir en mai 2014, avec de très nombreuses annonces lors de la réunion de l'association les 26 et 27 novembre 2014 à Katmandou. Cependant, le but est plutôt de rehausser la

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

stature politique de l'Inde comme l'ont fait les chefs d'État indiens précédents. Le ministre des Affaires étrangères fait des annonces parfois en totale contradiction ; la politique étrangère de l'Inde n'est dès lors ni claire ni cohérente depuis ces six derniers mois.

Compte-rendu par Patrick TOURNIER, Master 2 MEEF 2nd degré Histoire-Géographie

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

Bibliographie indicative

- Assayag J., 1995, *Au confluent de deux rivières. Musulmans et hindous dans le Sud de l'Inde*, Presses de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, Paris, 287 p.
- Barry E., Issoufaly H., 2005, *L'agriculture en Inde du Nord. Gujarat : histoire et perspectives*, Les Indes savantes, 155 p.
- Benbabaali D., 2008, « 60 ans d'Union Indienne ? », *EchoGéo*, Sur le vif 2007, [En ligne], mis en ligne le 09 octobre 2007. URL : <http://echogeo.revues.org/index1685.html>
- Bruslé T., 2011, « Les liens de la frontière. Enjeux des circulations autour de la frontière indo-népalaise », *CERISCOPE Frontières*, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part3/les-liens-de-la-frontiere-enjeux-des-circulations-autour-de-la-frontiere-indo-nepalaise>
- Buisson A., 2009, *Alphabétisation et éducation en Inde. L'exemple du Kérala*, L'Harmattan, 196 p.
- Cadène P., 2008, *Atlas de l'Inde. Une fulgurante ascension*, Autrement, coll. « Atlas-Monde », 80 p.
- Chakravarty S., 1994, *La planification du développement. L'expérience indienne*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 151 p.
- Chaudhuri B., Landy F., 2002, *De la mondialisation au développement local en Inde : questions d'échelles*, Editions du CNRS, 254 p.
- Chemin A., Gérard J.-P., éd., 2010, *L'émergence de la puissance indienne. Mythes et réalités*, Presses Universitaires de Rennes, 312 p.
- Deliège R., 2004, *Les castes en Inde aujourd'hui*, PUF, 275 p.
- Dequierez G., 2010, « Processus d'appropriation et luttes de représentation dans le « Little Jaffna » parisien », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 26, n° 2, p. 95-116.
- Dorin B., Jullien T., éd., 2004, *Agricultural incentives in India. Past trends and prospective paths towards sustainable development*, Delhi, Manohar-CSH, 334 p.
- Dupont V., 1995, *Decentralized industrialization and urban dynamics. The case of Jetpur in West India*, New-Delhi : Sage, 432 p.
- Dupont V., Tarlo E., Vidal D., éd., 2000, *Delhi. Urban Space and Human Destinies*, New Delhi, Manohar-CSH-IRD, 261 p.
- Dupont V., éd., 2005, *Peri-urban dynamics : population habitat and environment on the peripheries of large Indian metropolises. A review of concepts and general issues*, CSH Occasional Paper 14, New Delhi : Centre de Sciences Humaines, 144 p.
- Dupont V., Sridharan N., éd., 2006, *Peri-urban dynamics : Case studies in Chennai, Hyderabad and Mumbai*, CSH Occasional Paper 17, New Delhi, Centre de Sciences Humaines, 110 p.
- Dupont V., Heuzé D.G., éd., 2007, *La ville en Asie du Sud : Analyse et mise en perspective*, Collection Purushartha, n°26, EHESS, 440 p.
- Dupont V., Landy F., dir., 2010, *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Éditions de l'EHESS, coll. « Puruṣārtha », 340 p.
- Durand-Dastès F., 1995, *Monde indien*, Géographie Universelle, vol. 8, livre second, Belin/Reclus, p. 245-480.
- Durand-Dastès F., 2002, « L'Inde », in Foucher M., dir., *Asies nouvelles*, Belin, 480 p.
- Durand-Dastès F., 2014, « La population indienne en 2011 : anciennes et nouvelles différenciations spatiales », *Mappemonde*, vol. 113, n°1, 25 p.
- Etienne G., 2007, *Observations on the Dalits in Indian villages 1963-2004*, Centre d'Etudes Asiatiques, Genève, 44 p.
- Géoconfluences, 2013, « Inde et Chine », <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/inde-et-chine>
- Goreau-Ponceaud A., 2008, « De l'image au voyage : l'Inde sur la route de soi », *Articulo*, n°4 (n° thématique « Une géographie culturelle et politique du tourisme »), En ligne : <http://articulo.revues.org/index771.html>.
- Goreau-Ponceaud A., 2008, « La diaspora tamoule : lieux et territoires en Île-de-France », *L'Espace politique*, n°4, p. 19-33.
- Goreau-Ponceaud A., 2008, *La diaspora tamoule : trajectoires spatio-temporelles et inscriptions territoriales en Île-de-France*, thèse de doctorat en géographie, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 428 p.
- Goreau-Ponceaud A., 2009, « La chapelle : un théâtre monde », *E-Migrinter*, 4, p. 58-69.
- Goreau-Ponceaud A., 2009, « La diaspora tamoule en France : entre visibilité et politisation », *Echogeo*, En ligne : <http://echogeo.revues.org/11157>.
- Goreau-Ponceaud A., 2010, « Le tourisme de et en diaspora. Quand les Indiens prennent possession du monde », *Monde du tourisme*, 2 (n° thématique : Vers une théorisation de l'approche géographique du tourisme), p. 70-86.
- Goreau-Ponceaud A., 2011, « *Black waters* et *Black Atlantic* : quel teint pour la musique indienne de diaspora ? », *Géographie et cultures*, 76 (n° thématique Géographie des musiques noires), p. 99-118.
- Goreau-Ponceaud A., 2011, « Identité et imaginaire diasporique : la question du lien et de la mémoire. Réflexions à partir de la diaspora tamoule », *DESI*, n°1, p. 37-55.
- Goreau-Ponceaud A., 2012, « Expériences de racinements au sein de la migration tamoule sri-lankaise », *Hommes et Migrations*, n°1297, p. 56-67.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

- Goreau-Ponceaud A., 2012, « Routes et antiroutes de l'immigration tamoule sri-lankaise: des camps du Tamil Nadu à la Chapelle », *E-Migrinter*, n°8, p. 26-44. En ligne: http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/e-migrinter/201208/e-migrinter2012_08_02.
- Goreau-Ponceaud A., 2013, « La Chapelle : un lieu de mémoire pour la diaspora tamoule ? », *Conserveries mémorielles*, n°13 : « Frontières, barrières, horizons. Réinterroger l'histoire et les mémoires de la migration », En ligne: <http://cm.revues.org/index.html>.
- Goreau-Ponceaud A., 2013, *Circulations*, Presses Universitaires de Bordeaux, 213 p.
- Goreau-Ponceaud A., 2013, *Dictionnaire insolite de Sri Lanka*, Cosmopole - Diffusion Marcus, 159 p.
- Goreau-Ponceaud A., 2014, "Ganesha Chaturthi and the Sri Lankan Tamil Diaspora in Paris: inventing strategies of visibility and legitimacy in a plural 'mono-cultural' society", in Gallo E., *Migration and Religion in Europe. Comparative perspectives on South Asian experiences*, Ashgate, Anthropology series, p. 211-231.
- Goreau-Ponceaud A., coord., 2011, « Diasporas Sri Lankaises : entre guerre et paix », *Homme et Migrations*, n°1291, 159 p.
- Goreau-Ponceaud A., dir., 2014, *Patrimoine, politiques et ethnicité dans l'aire indianocéanique*, Presses Universitaires de Bordeaux, 120 p.
- Guilmoto Ch. Z., 2008, « L'Économie, le social et le spatial. Les trois dimensions de la surmasculinité juvénile en Inde », *Population*, vol. 63, p. 93-122.
- Guilmoto Ch. Z., 2008, « L'inscription spatiale de la discrimination de genre en Inde. Effets des distances sociales et géographiques », *L'Espace Géographique*, n° 1-2008, p. 1-15.
- Gupta A., 1998, *Post-Colonial Developments. Agriculture and the Making of Modern India*, Durham-Londres, Duke Univ. Press, 410 p.
- Gupta A., 2012, *Red Tape. Bureaucracy, Structural Violence and Poverty in India*, Duke University Press, Durham, 384 p.
- Jaffrelot C., 2005, *Inde, la démocratie par la caste*, Fayard, coll. « L'espace du politique », 593 p.
- Jaffrelot C. & Kumar S., ed., 2009, *Rise of the Plebeians ? The Changing Face of Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge India, 400 p.
- Jaffrelot C., dir., 2006, *L'Inde contemporaine. De 1950 à nos jours*, Fayard Céri, 969 p.
- Jaffrelot C., dir., 2008, *New Delhi et le monde. Une puissance émergente entre realpolitik et soft power*, Editions Autrement-CERI, 156 p.
- Lainé N., Subba T.B., 2012, *Nature, Environment and Society. Conservation, Governance and Transformation in India*, Hyderabad, Orient Blackswan, 234 p.
- Landy F., 1991, « Migrations de population et enracinement dans un village irrigué de l'Inde du sud : Mottahalli », *Cahiers d'Outre-Mer*, n°174, avril-juin 1991, p. 129-166.
- Landy F., 1992, « Le développement de la canne à sucre dans le sud de l'Inde : le développement pour qui ? », *Annales de Géographie*, n°564, p. 146-172.
- Landy F., 1993, « Campagnes et villes de l'Inde : deux cultures si antagonistes ? », *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 29, n°2-3, « Mobilité spatiale et urbanisation », p. 313-332.
- Landy F., 1993, « Le tourisme en Inde ou l'exotisme sans le vouloir », *L'information géographique*, n°3, p. 92-102.
- Landy F., 1994, *Paysans de l'Inde du Sud. Le choix et la contrainte*, Karthala-Institut Français de Pondichéry, 491 p.
- Landy F., 1995, « L'Inde de Jules Verne : une lecture de *La maison à vapeur* », *Géographie et cultures*, n°15, automne 1995, p. 45-67.
- Landy F., 1996, « Le pari non gagné des campagnes de l'Inde », in Bonnamour J., dir., *Agricultures et campagnes dans le monde*, SEDES, DIEM n°20, p. 193-218.
- Landy F., 1997, « Les limites des progrès agricoles », *Historiens et géographes*, n° spécial « L'Inde contemporaine », fév-mars 1997, p. 329-348.
- Landy F., 1997, « Une révolution vert pâle : les limites de l'intensification agricole en Inde semi-aride », *Annales de géographie*, n°598, nov-déc. 1997, p. 571-591.
- Landy F., 1998, "Indian agriculture between globalization and internal constraints", *The Indian Geographical Journal*, Chennai, vol. 73, n°2, p. 75-95.
- Landy F., 1998, « Rationalités et objectifs des exploitations paysannes : un exemple en Inde du Sud », *Revue Tiers Monde*, 153, jan-mars 1998, p. 189-210.
- Landy F., 1999, « Entre villes et campagnes, la politique alimentaire de l'Inde », p. 21-45, in Chaléard J.-L., Dubresson A., éd., *Villes et campagnes dans les pays du Sud*, Karthala, 260 p.
- Landy F., 2000, « Géographie d'une 'émergence' difficile : l'automobile en Inde », in G. Dupuy, F. Bost (éd), *L'automobile et son monde*, la Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 151-180.
- Landy F., 2000, « Gourou, les densités humaines et la vache sacrée », in Nicolaï H., Pélissier P., Raison J.-P., éd., *Un géographe dans son siècle. Actualité de Pierre Gourou*, Karthala-Géotropiques, p. 75-80.
- Landy F., 2000, « Politiques alimentaires et mutations de l'espace en Inde », in Chaléard J.-L., Pourtier R., dir., *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, Publications de la Sorbonne, p. 55-76.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

- Landy F., 2001, « La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ? », *Revue Tiers-Monde*, n°165, janv. 2001, p. 9-16.
- Landy F., 2002, *L'Union Indienne*, Editions du Temps, 287 p.
- Landy F., 2003, « Diaspora et économie internationale : le cas des Sud-Africains d'origine indienne », *Mappemonde*, vol. 69, n°1, p. 27-32.
- Landy F., 2006, « La mondialité sera-t-elle indienne ? », *Cafés géographiques*, <http://cafe-geo.net/wp-content/uploads/mondialite-indienne.pdf>
- Landy F., 2006, « The Four Circles of the Indian Diaspora », *The Indian Geographical Journal*, 79, 1, p. 1-10.
- Landy F., 2006, *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*, Belin, coll. « Mappemonde », 270 p.
- Landy F., 2007, *L'Inde, ou le grand écart*, La Documentation photographique n°8060, La Documentation Française, 65 p.
- Landy F., 2008, « A bord du Darjeeling Limited », *Café géographique*, http://cafe-geo.net/wp-content/uploads/darjeeling_limited.pdf
- Landy F., 2008, « L'Inde, ou les risques de développement non durable », in Arnould P., Veyret Y., *Atlas du développement durable*, Autrement, p. 78-79.
- Landy F., 2008, « Nourrir 2,5 milliards de personnes, plus et mieux : les défis de l'Inde et de la Chine », in Charvet J.-P., dir., *Nourrir les hommes*, CNED-SEDES, p. 184-224.
- Landy F., 2009, « Mon petit bidonville à Bombay : à propos de Slumdog Millionaire », *Echogeo*, <http://echogeo.revues.org/index10947.html>.
- Landy F., 2009, « Monde indien », in Bazile D et al., *Nourrir les hommes. Un dictionnaire*, Atlande, p. 384-391.
- Landy F., 2010, « Asie du Sud », in Bost F., dir., *Atlas mondial des zones franches*, La Documentation Française, p. 203-224.
- Landy F., 2010, « Introduction. Occuper le même espace - Environnement, conflits et coopérations », in L. Baixas et al. (éd.), *Conflits et coopérations en Asie du Sud*, Aux lieux d'être, p. 93-96.
- Landy F., 2010, « Les inconnues de l'après-révolution verte en Inde », in Bué A., Plet F., éd., *Alimentation, environnement et santé. Pour un droit à l'alimentation*, Ellipses, p. 243-252.
- Landy F., 2011, « Représentation du territoire national et circulation des grains : le système de distribution publique indien », *Annales de géographie*, n°677, p. 5-28.
- Landy F., 2011, « Une majorité délaissée ? La situation ambiguë des campagnes de l'Inde », in Guibert M., Jean Y., éd., *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, p. 229-248.
- Landy F., 2012, « Agriculture et alimentation en Inde du Sud, vingt ans après », in Soulancé D., Bourdier F., éd., *Métamorphoses rurales. Philippe Schar : itinéraire géographique de 1984 à 2010*, L'Harmattan, p. 183-194.
- Landy F., 2013, « From Trickle Down to Leapfrog. How to Go Beyond the Green Revolution? », *Economic and Political Weekly*, 24, p. 42-49.
- Landy F., 2014, « "Eco-ethnicity": Being an indigenous agriculturist in Nairobi and Mumbai national parks », *Environmental Development*, 10, p. 68-83.
- Landy F., 2014, « Capital social, gouvernance verticale, corruption et clientélisme : le cas de l'aide alimentaire en Inde urbaine », *Revue européenne des sciences sociales*, 52, 2, p. 105-132.
- Landy F., 2015, « Emiettement des exploitations familiales irriguées du sud de l'Inde », in Bosc P.M. et al. (éd.), *Diversité des agricultures familiales*, Quae, p. 285-300.
- Landy F., 2015, « Le bon la brute et le truand dans le couple ville-nature », *Café géographique*, Limoges, 3/04/2015.
- Landy F., Heinrich S. A., 1995, « Le barbier et ses clients : usages diversifiés des codes culturels et permanence de l'Inde », *Etudes rurales*, n°137, jan-mars 1995, p. 7-22.
- Landy F., Racine J.-L., 1997, « Croissance urbaine et enracinement villageois », *Espace, Populations, Sociétés*, n°2-3 « Les populations du monde indien », p.173-184.
- Landy F., Racine J.-L., 2000, « Urban growth and village roots in India », in Guilmoto C.Z. et Vaguet A., dir., *Essays on Population and Space in India*, Publication du Département de Sciences Sociales n°5, Institut Français de Pondichéry, p. 79-93.
- Landy F., Bhalla G.S. et Racine J.L., 2002, *Agriculture and the World Trade Organisation. Indian and French Perspectives*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 316 p.
- Landy F., Dorin B., 2002, *Agriculture et alimentation de l'Inde. Les vertes années (1947-2001)*, INRA Editions, 248 p.
- Landy F., Gervais-Lambony Ph. et Oldfield S., 2003, *Espaces arc-en-ciel : identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Karthala, 369 p.
- Landy F., Maharaj B. & Mainet-Valleix H., 2004, « Are people of Indian origin (PIO) 'Indian'? A case study of South Africa », *Geoforum* 35(2), p. 203-215.
- Landy F., Grasset J., 2007, « Les zones franches de l'Inde, entre ouverture à l'international et spéculation immobilière », *Annales de géographie*, n°658, nov. 2007, p. 608-627.
- Landy F., Ayeb H., 2007, « Les associations d'usagers de l'eau en Egypte vues de l'Inde : entre gouvernance, démocratie et accès à l'irrigation », *Autrepart*, 42, p. 109-126.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

- Landy F., Bret B., Gervais-Lambony P., Hancock C., 2010, *Justice et injustices spatiales*, Presses Universitaires de Paris Ouest, 315 p.
- Landy F., Saglio-Yatzimirsky M.-C., 2013, *Megacity slums. Social Exclusion, Space and Urban Policies in Brazil and India*, Imperial College Press, 464 p.
- Landy F., François T., Ruby D. et Sekhsaria P., 2013, « Gouvernance verticale et corruption en Inde urbaine : la segmentation spatiale de l'aide alimentaire publique », *L'Espace Politique*, 21 | 2013-3, <http://espacepolitique.revues.org/2812>.
- Landy F., Bon E., Zérah M.-H., 2014, « Entre ville et forêt : conflits d'acteurs dans le Parc national Sanjay Gandhi de Mumbai (Bombay, Inde) », in Laslaz L. et al., éd., *Espaces protégés et territoires. Conflits et acceptation*, Belin, p. 228-247.
- Landy F., Moreau S., 2014, « Le droit au village/The right to the village », *Justice spatiale/Spatial Justice*, 7, en ligne www.jssj.org.
- Landy F. et Bruckert M., 2015, « L'Inde, l'autre géant asiatique », *Café géographique*, Café de Flore, Paris, 27.1.2015.
- Landy F., dir., 2001, « La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ? », *Revue Tiers-Monde*, n°165, numéro spécial janv., 238 p.
- Landy F., dir., 2006, « L'Inde : décentralisation et gestion participative », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, juin, vol.2.
- Landy F., dir., 2010, *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*, Armand Colin, 566 p.
- Landy F., Gervais-Lambony P., dir., 2007, « On dirait le Sud... », *Autrepart*, 41, 255 p.
- Louiset O., 2011, *L'oubli des villes de l'Inde. Pour une géographie culturelle de la ville*, Armand Colin, coll. « Recherches », 296 p.
- Luttringer C., 2012, *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde*, The Graduate Institute-Karthala, p. 9-10.
- Madavan D., Dequierez G. et Meyer E., dir., 2011, *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan, 214 p.
- Oliveau S., éd., 2003, "Digital Atlas of South India 1991", *Cybergeo*, <http://193.55.107.45/cgeoacce.htm>.
- Quien A., 2007, *Dans les cuisines de Bombay. Travail au féminin et nouvelles sociabilités en Inde aujourd'hui*, Karthala, 314 p.
- Racine J.-L. éd., 1994, *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme-Institut Français de Pondichéry, 414 p.
- Racine J.-L., 1997, *Calcutta 1905-1971. Au coeur des créations et des révoltes du siècle*, Autrement, 253 p.
- Racine J.-L., 2000, « La transition indienne », *Futuribles*, n°258, p. 31-53.
- Racine J.-L., 2002, « Religions et géopolitique: le cas de l'Inde », *Hérodote*, n° 106, p. 17-32.
- Racine J.-L., 2002, « Le Cachemire : une géopolitique himalayenne », *Hérodote*, n° 107, p. 17-45.
- Racine J.-L., 2002, « Nationalisme et Gouvernance en Inde : les dilemmes du pouvoir », *Politique étrangère*, n°2/2002, p. 297-313.
- Racine J.-L., 2002, *Cachemire. Au péril de la guerre*, Autrement, 160 p.
- Racine J.-L., 2003, « L'Inde et l'ordre du monde », *Hérodote*, n° 108, p. 91-112.
- Racine J.-L., 2004, « L'Inde entre mondialisation et question sociale », in *RAMSES 2005 (IFRI)*, p. 63-78.
- Racine J.-L., 2005, « Frères ennemis. L'armée et la nation en Inde et au Pakistan », *Hérodote*, n° 116, p. 150-163.
- Racine J.-L., 2005, « L'Inde, l'Europe, le monde : une politique étrangère pragmatique », *La revue internationale et stratégique*, n°59, p. 94-105.
- Racine J.-L., 2006, « Les relations indo-pakistanaïses entre Realpolitik et nouvel ordre mondial », *Politique étrangère*, 2-2006, p. 297-307.
- Racine J.-L., 2006, « L'Inde émergente, ou la sortie des temps post-coloniaux », *Hérodote*, n°116, p. 150-163.
- Racine J.-L., Racine J. et Viramma, 1995, *Une vie paria. Le rire des asservis*, Plon, coll. « Terre humaine », 616 p. (rééd. Editions Pocket, 2001, 616 p.).
- Racine J.-L., dir., 2001, *La question identitaire en Asie du Sud*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, collection Purushartha, n° 22, 405 p.
- Racine J.-L., Mumtaz S. & Ali I., ed., 2002, *Pakistan. Contours of State and Society*, Oxford University Press, Karachi, 277 p.
- Rajan I.S., Percot M., dir., 2011, *Dynamics of Indian Emigration. Historical and current Perspectives*, New Delhi, Routledge, 433 p.
- Sacareau I., 1991, *Porteurs de l'Himalaya. Le trekking au Népal*, Belin, 271 p.
- Saglio-Yatzimirsky M.-C., dir., 2002, *Population et développement en Inde*, Ellipses, coll. « Carrefours », 224 p.
- Sen A., 1990, "More than 100 million women are missing", *New York review of books*, vol. 37, n° 20.
- Sen A., 2007, *L'Inde, histoire, culture et identité*, Odile Jacob, 416 p.
- Shafqat S., ed., 2007, *New Perspectives on Pakistan. Visions for the Future*, Oxford University Press, 428 p.

17^e Journée d'études Géo'rizon. Le monde indien. Jeudi 18 décembre 2014

- Varrel A., 2009, « "Back to Bangalore". Le retour, une étape de la circulation des migrants indiens les plus qualifiés », in G. Cortès, L. Faret (dir.), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Armand Colin, p. 199-209.
- Varrel A., 2009, « Le retour des "informaticiens indiens". Perspectives migratoires sur le secteur indien des TIC », *Networks and Communication Studies*, vol. 23, n°3-4, p. 263-280.
- Varrel A., 2012, « Explorer le Web immobilier des migrants indiens », in Diminescu D., dir., *E-Diasporas Atlas*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, collection « praTICs ».
- Varrel A., dir., 2009, « L'Inde puissance émergente », *Echogeo*, n°10.
- Zérah M.-H., 2013, « Le déploiement des énergies propres à Delhi aux prises avec la défiance de la société urbaine », *Flux*, 93-94(3-4), p. 31-42.
- Zérah M.-H., 2014, "Politics and Governance in the Water Sector: The Case of Mumbai", in G. Schneier Madanes, ed., *Globalized Water. A question of governance*, Amsterdam, Springer 197-210.
- Zérah M.-H., 2014, « La responsabilité sociale des entreprises à l'épreuve d'une mission de service public dans le secteur de l'eau. Enquête sur le contrat de Nagpur », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 203, p. 76-87.
- Zérah M.-H., Dupont V., Tawa Lama-Rewal St. (ed.), 2011, *Urban policies and the right to the city in India. Rights, responsibilities and citizenship*, New Delhi : UNESCO & Centre de Sciences Humaines, 180 p.
- Zérah M.-H., Denis E. et Mukhopadhyay P., 2012, "Subaltern Urbanisation in India", *Economic and Political Weekly*, XLVII (30), p. 52-62.
- Zérah M.-H., Landy F., 2013, "Nature and Urban Citizenship redefined: the case of the National Park in Mumbai", *Geoforum*, 46, p. 25-33.

17^e Journée d'études *Géo'rizon. Le monde indien.* Jeudi 18 décembre 2014

- - -

Remerciements aux quatre conférenciers et aux cinq étudiants de Master 1 ayant pris en note les interventions. Comptes-rendus relus et amendés par chaque conférencier.

- - -

Une journée d'études organisée par le Département de Géographie de l'Université de Savoie,
avec le soutien de



Rhône-Alpes Région



UNIVERSITE
CHAMBERY
ANNECY **SAVOIE**

Responsable scientifique (invitation des conférenciers, relecture et mise en forme des comptes-rendus) et organisation :

Lionel LASLAZ - 04 79 75 86 87 - lionel.laslaz@univ-savoie.fr